

## Comptes rendus

---

Sylvie DENOIX éd., *Biens communs, patrimoines collectifs et gestion communautaire dans les sociétés musulmanes*, REMMM, n° 79-80, Aix-en-Provence, 1996, 317 p.

Dans ce numéro de la *REMMM*, les auteurs des dix-sept articles réunis traitent de biens et de patrimoines qui ne sont ni privés ni publics. La question est de taille et a de très vastes implications, comme S. Denoix le précise dès l'introduction du volume (p. 10-27). Entre ces deux formes de propriété s'étale un vaste champ : celui des biens communs (dont une certaine population peut avoir le droit de jouissance commune), des patrimoines collectifs (propriétés de plusieurs personnes) et celui de la gestion communautaire (au sens confessionnel). Dans le premier cas de figure se trouvent les terrains et biens dits *mubâh* (comme l'air, l'eau ou les fleuves), les terres communes non appropriées (*much-taraka*) et les terrains entourant les immeubles qui sont gérés collectivement par leurs habitants (le *finâ*). Dans le deuxième, il s'agit des propriétés indivises (*ğamâ'a*) d'une famille ou d'une tribu et dans le dernier cas de figure il s'agit des fondations (*waqf*).

L'étendue de la question fait que les articles de ce volume traitent de domaines d'étude aussi divers que l'appropriation des terres mortes (*mawât*), ou le partage de l'espace par les différentes communautés confessionnelles dans les villes. C'est la question de fond qui fait l'unité du volume, qui cherche à appréhender la question des types de biens dans l'ensemble du monde musulman. Quoique les aires géographiques couvertes (qui vont de l'Andalousie jusqu'à l'Asie du sud-est en passant par le Maghreb, l'Empire ottoman, la Syrie et la Mauritanie) aussi bien que les époques étudiées semblent très éloignées (du VII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle), ce volume présente une excellente cohérence. La problématique commune, qui constitue la clé de voûte de l'ouvrage, est ainsi d'étudier ensemble l'aspect juridique et les réalisations historiques, afin de pouvoir mesurer l'écart entre la norme et le vécu ou l'écart entre différentes normes.

Plusieurs articles traitent de la question de l'appropriation des biens par ses fondements juridiques, qui puisent leur légitimité aussi bien dans la jurisprudence musulmane que dans la coutume. Fârtq 'Akkâm, dont l'étude est fondée sur les écrits de jurisprudence musulmane des différentes écoles juridiques, montre comment dans le cas de la revivification d'une terre morte (*ihyâ*), ce sont plutôt les coutumes qui peuvent être opératoires, puisque dans le *fiqh*, les modalités d'une telle procédure ne sont pas assez clairement élucidées (p. 27-29). L'article de Vincent Lagardère sur les terres communes et droits d'usage en al-Andalous (X<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles), illustre la capacité d'adaptation des

musulmans aux pratiques locales. Ici, d'après les écrits des juristes des XI<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles, les terres communes ne pouvaient *de jure* être appropriées (p. 45), pourtant elles l'étaient *de facto*, et ces pratiques tiraient leur légitimité de la coutume (p. 47). En revanche on peut observer le contraire dans le Maroc du protectorat français, où l'appropriation des terres tribales avait été légitimée par des juristes. C'est Nagib Bouderbala qui étudie cette question et montre comment, dans ce cas, le droit musulman a pris le dessus sur les coutumes (p. 145). Toujours en ce qui concerne les fondements juridiques de l'appropriation de la terre, l'article de Abdel Wedoud Ould Cheikh et Yahya Ould Al-Barra montre comment en Mauritanie, toute appropriation de la terre doit être légitimée par la manière dont celle-ci avait été conquise (p. 162-163). Ceci reste valable jusqu'à la colonisation française, qui sera elle aussi interprétée dans ces catégories fondamentales des juristes malikites. L'article d'Abdelhamid Henia, sur les nouvelles stratégies foncières en Tunisie à l'époque moderne, nous conduit encore une fois au conflit des normes. Alors que la vivification des terres mortes était impossible d'après les juristes malikites (p. 127), l'auteur montre comment l'appropriation de ces terres devint possible avec l'arrivée des Ottomans (p. 132).

Le droit musulman devait composer avec les pratiques juridiques locales, mais on voit aussi, à l'inverse, comment dans des pays reconquis par des pouvoirs non-musulmans, les nouveaux États ne peuvent entièrement contourner les pratiques juridiques musulmanes. C'est Régis Darques qui ouvre cet autre débat sur la question du conflit des normes, cette fois-ci en Grèce au XIX<sup>e</sup> siècle, en demandant si « l'État grec se présente comme successeur, héritier ou bien en rupture avec ses prédécesseurs » (p. 264).

La question des terres collectives est corrélatrice de celle des dynamiques tribales face à l'État. Les rapports entre les tribus nomades et l'État ottoman (fin XV<sup>e</sup>-début XVI<sup>e</sup> siècles), qui sont un mélange de protection et de contrôle répressif, sont étudiés par Irène Beldiceanu-Steinherr. Ces rapports sont soumis à la fois à des lois écrites et non-écrites (p. 115). Il en est de même pour les tribus de la steppe syrienne au XX<sup>e</sup> siècle, qui sont prises entre « la coutume et les droits écrits ». France Métral le montre dans son étude, les coutumes des bédouins n'ont jamais été abolies, malgré un État moderne qui s'approprie les terres mortes (p. 110).

Dans le domaine qui se situe entre la propriété privée et le bien public se trouvent aussi les fondations (*waqf*). L'introduction de S.D. éclaire la genèse de cette institution, qui remonte d'une part aux pratiques hidjaziennes et d'autre part aux institutions byzantines et juives (p. 15-16). Plusieurs articles du volume sont consacrés aux *waqfs*. Faruk Bilici contribue à l'étude de cette institution, avec un article analysant les fondements juridiques des *waqfs* monétaires à l'époque ottomane. L'auteur souligne l'importance du conflit des normes, en présentant le débat que ce sujet a pu soulever parmi les juristes ottomans au XV<sup>e</sup> siècle (p. 75-80), et montre comment les *waqfs* monétaires ont pu être légitimés par la référence aux pratiques d'époques antérieures, donc aux coutumes (p. 73-74). La question de l'administration des *waqfs* entraîne avec elle celle des enjeux stratégiques intercommunautaires, au sujet du contrôle des territoires. Richard Van Leeuwen définit ce « champ » dans un langage bourdieusien, comme un endroit où les conflits de pouvoir se manifestent (p. 184). Dans son étude sur le contrôle de l'espace dans les monastères maronites du Mont Liban (du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle), il montre comment ces conflits de pouvoir (conjointement avec les coïncidences dans les changements socio-économiques) peuvent changer les règles dans ce « champ » (p. 184). Dans ce cas, cela apparaît avec un changement au niveau de l'administration de ces monastères, qui passèrent alors des familles de notabilités locales (les Khâzin) aux mains du clergé catholique

(p. 189). Un changement analogue est observé par Gregory C. Kozlowski pour les fondations musulmanes en Inde au xx<sup>e</sup> siècle (p. 206), où le contrôle de cet espace passe des souverains musulmans aux communautés musulmanes. Une autre question est celle des *waqfs* fondés par les non-musulmans en terre d'Islam. Randi Deguilhem étudie la question à travers les *waqfs* chrétiens en Syrie au xix<sup>e</sup> siècle. Pour l'auteur la question ici est de savoir si « les décrets sultaniens des Tanzimat accordaient véritablement des pouvoirs gestionnaires aux communautés minoritaires confessionnelles de l'Empire ottoman » (p. 215). Elle étudie également les conflits de pouvoir qui ont pu avoir lieu au sujet de l'administration de ces *waqfs*, entre le pouvoir ottoman et la France, un conflit qui s'est finalement conclu à l'avantage du premier (p. 223).

La question du partage de l'espace par les différentes communautés (confessionnelles), qui s'opérait à travers les stratégies mises en jeu sur les *waqfs*, est étudiée par J.-C. David (à Alep et Damas à l'époque ottomane). L'auteur approfondit la question d'une manière remarquable, en montrant que les clivages entre les habitants d'une ville n'étaient pas uniquement confessionnels, et que l'opposition entre les citadins et les non-citadins, ou les étrangers était tout aussi pertinente (p. 226). Par ailleurs il montre également que l'inscription communautaire dans l'espace « se matérialise (...) sous forme de réseau plutôt que de territoire » (p. 233).

Avec la question des fondements juridiques et des pratiques relatives aux biens communs et aux patrimoines collectifs dans le monde musulman, nous nous trouvons au carrefour d'une multitude d'objets d'études, aussi bien en histoire qu'en sociologie ou sciences politiques. C'est pour cette raison et aussi pour sa cohérence soulignée dès l'introduction de l'ensemble, que cet ouvrage sera une référence pour de nombreux chercheurs.

Işık TAMDOĞAN-ABEL

Irène MÉLIKOFF, *Hadji Bektach: un mythe et ses avatars. Genèse et évolution du soufisme populaire en Turquie*, Leiden, Brill, 1998 [Islamic History and Civilization, Studies and Texts, volume 20], XXVI + 317 p., bibliographie, index.

Scholarly research on the Bektashis and Alevis, which for a long time was a somewhat esoteric branch of turcology, has rapidly gained momentum in the past two decades—paralleling a remarkable resurgence of Alevism in Turkey and the European diaspora, where the Alevis were giving up the low profile they had long kept and assumed a sudden new prominence in public life. As major landmarks in research one could mention Suraiya Faroqhi's study of the social and economic foundations of the Bektashi order in Ottoman Anatolia (*Der Bektaschi-Orden in Anatolien*, WZKMS 2, Wien, 1981), Ahmet Yaşar Ocak's philological studies of *menâkıbnâme* and other relevant texts (Ankara, 1983 and 1984), anthropological studies of Alevism such as Altan Gökalp's *Têtes rouges et bouches noires* (Paris, 1980) and Krisztina Kehl-Bodrogi's *Die Kizilbaş-Aleviten* (Berlin, 1988), the 1986 Strasbourg conference on the Bektashi order and the 1995 Berlin conference on Alevism, resulting in the collective volumes *Bektachiyya* (ed. A. Popovic & G. Veinstein, Istanbul, 1995) and *Suncretistic religious communities in the Near East* (ed. K. Kehl-Bodrogi et al., Leiden, 1997).

The late 1980s also marked the beginning of a pause in publishing by Alevi intellectuals addressing Alevi audiences in an effort to redefine what Alevism and Alevi identity are about. (This new Alevi literature is surveyed by Karin Vorhoff in her *Zwischen Glaube, Nation und neuer Gemeinschaft: Alevitische Identität in der Türkei der Gegenwart*, Berlin, 1995). Besides much invented tradition and politically inspired debate, this wave of Alevi publishing has also yielded authoritative accounts by the spiritual leaders of the Bektashi order as well as a great amount of information on local beliefs and practices that had previously been kept secret.

The availability of much new, often very detailed information on the history, literature, belief system, rituals and social life of the Elevis and Bektashis was not, until recently, complemented by general surveys offering both systematic critical evaluation and synthesis of all this material. There is need for a successor to John Kingsley Birge's celebrated study (*The Bektashi order of dervishes*, London and Hartford, 1937), which will always remain a key work of reference but is obviously dated as well as limited in geographical scope. The present work looks like it could become the new standard reference work on the subject. Few people would indeed be better placed to attempt a synthesis of this kind than Irène Mélikoff, who has probably been more deeply involved in and committed to the Alevi-Betashi heritage than any other western scholar. Much recent research on the subject has been stimulated by her seminal articles (the most important of which were collected in *Sur les traces du soufisme turc*, Istanbul, 1992). Highly respected in academic circles as well as by Alevi intellectuals, Professor Mélikoff has written a book with claims to authority in both worlds.

*Hadji Bektach: un mythe et ses avatars* covers a wide range of subjects: the process of islamisation of old Turkish religion ("shamanism"), the Turcomans of Anatolia, Haji Bektash as a mythical and an historical figure, the heterogeneous elements that went into "le syncrétisme bektachi", the history of the Bektashi order, Alevi-Bektashi beliefs and rituals, Bektashi literature, and the present revival of Alevism. The book aspires to be at once a survey of the state of the art of Alevi-Bektashi studies and an account of Professor Mélikoff's personal involvement and scholarly career. Given the broad scope of the subject matter and the author's dual intention, it is perhaps not surprising that the book is not balanced and that some chapters or sections are more satisfactory than others. Mélikoff is at her best in the chapter that gave the book its title and in the one dealing with beliefs and ritual. Here she presents a masterly overview of the present state of our knowledge. In some other sections, however, she appears to be carried away by her own involvement with Alevism and her commitment to views that are partisan in some cases or even untenable in others. I should at once add that she refers in various passages of the book to experiences and discussions that challenged those views, and that she does not hide how much she was shaken by them.

When a young Kurdish Alevi asks Madame Mélikoff why she never mentions the Kurds in her writings, she gives a revealing answer: "There are many things about which I don't speak. For instance, I do not say that there are crypto-Armenians among you" (189). This leaves the reader more than a little curious to know which other things she has decided to leave unsaid. Both Kurds and Armenians do, incidentally, receive mention in this book although Melikoff minimises their importance in the formation of present Alevism. In a revision of her earlier work, she does acknowledge that a considerable number of Central and East Anatolian Alevis speak Kurdish (Kurmanci or Zazaki) and that there are surprising similarities between the Alevi and the Yezidi and Ahl-i Haqq religions

(both of which emerged among the Kurds), but she is clearly very uncomfortable with these facts. Her uneasiness is compounded by the attraction that Kurdish nationalism is increasingly exerting for at least a part of the Kurdish-speaking Alevis (and even, one may add, for some Turkish-speaking Alevis).

Of the various efforts to reclaim (*récupérer*) Alevism, she considers that by Kurdish nationalists as a great danger for the Alevi community (266-9). One of the concomitants of the recent Alevi resurgence in Turkey and the European diaspora has been a lively and highly politicised debate on Alevi identity, in which Turkish and Kurdish nationalists, Sunni and Shi'i islamists as well as Marxists and Kemalists have reclaimed Alevism and attempted to impose their own definitions upon it. It is perhaps because of the present efforts by some circles to assimilate Alevism to Twelver Shi'ism, which she considers an even greater danger than the Kurdish one, that Professor Mélikoff plays down the role of Shi'i and Iranian elements in the formation of Bektashism/Alevism. According to her, there were no Shi'i and Iranian elements in the formation of Bektashism/Alevism. According to her, there were no Shi'i influences to speak of before Hurufism and the Kızılbaş movement made their impact (47-55), and she emphasises the Turco-Mongol aspect of the latter movement (130-1).

As for the Sunni *récupération*, Mélikoff briefly mentions the efforts of certain contemporary Sunni circles to prove that "true Alevism" respected the *shari'a* and that present Alevis therefore have deviated from original Alevism (272). She devotes, however, an extensive discussion to the orthodox text attributed to Haji Bektash, the *Makâlât*, which is often referred to in this argument (61-8). She decides that Haji Bektash cannot have written this text, for reasons that all boil down to his having been basically a *kalendar*-type dervish. She does not, on the other hand, challenge the traditional accounts associating the versions of the text in Turkish prose and verse with early (14th/15th century) Bektashi environments, but she does not engage the implications of the presence of *shari'a*-oriented sufi thought in these allegedly antinomian circles. Professor Mélikoff's sympathies and academic interests are primarily with the least islamised side of the broad Bektashi/Alevi spectrum. The segments of the Bektashi and Alevi communities that have adopted much of Sunni Islam remain outside the scope of her survey.

The only *récupération* of Alevism that Professor Mélikoff does not deplore (or perhaps does not recognise as such) is the Turkish nationalist one that postulates Central Asian Turkish origins for virtually every aspect of it. Turkish religious elements are, of course, to be expected in such early Turkish texts as the *Vilayetname* and other *menaqtbnme*—although even here one cannot assume that everything that is not orthodox Muslim in these texts must have Central Asian Turkic origins. Elements that Mélikoff claims to be "shamanistic" (and by implication Turkish) include the belief in invisible beings, sacred mountains, magical flight and the transformation of human beings into birds and other animals (89-90). There is no doubt that these existed in old Turkish religion, but they were by no means unique to it and probably already existed in the region before the first Turks arrived. Mélikoff reads "shamanistic" rites "as performed by the ancient Turks and Mongols" into the texts (105), and declares that the ritual dance of the Bektashis and Alevis, *sema[h]*, originated as part of such shamanistic rites (112). Apart from the fact that shamans also dance (but differently), I am not aware of any evidence (nor does Mélikoff adduce any) pointing to a Central Asian origin of the *sema[h]*. The chief religious ritual of the Bektashis and Alevis, the *ayin-i cem*—of which she gives a good and detailed description (138-43)—resembles,

according to Mélikoff, a traditional Turkish *toy* because women and men take part together and an alcoholic beverage is shared (141-42). An earlier generation of scholars believed this ritual to have Christian origins; replacing the Last Supper by the *toy* as an archetype is an act of political preference but hardly a step towards a better understanding of Bektashism.

Professor Mélikoff explicitly distances herself from such earlier scholars as Hasluck, Birge, Kissling and Vryonis, who have wanted to recognise many Christian elements in Bektashism. (One senses that her emphasis on the essential Turkishness of Bektashism reflects her sympathy with Turkish self-assertion against foreign domination, political as well as academic.) She does not deny that there are such Christian elements but declares them to be superficial only (160). Elsewhere in the book, however, she has recourse to her own hypothesis of Christian origins in an attempt to explain the similarities between Alevi and Ahl-i Haqq beliefs and practices. Taking up an offhand suggestion by V. Ivanow, she points to the Paulician heresy, “which has given rise to various heterodox doctrines whose traces are found among the Ahl-i Haqq and Alevi” as the possible origin of those similarities (194). The little that is known of this Armenian sect, however, cannot be easily related to the beliefs of present-day syncretistic sects in the region. I fail to see a logical reason why one should postulate a common Armenian origin to explain Iranian elements in the religious beliefs held by people speaking Iranian languages. (This is not to deny the Armenian element in Alevism; the popular religions of the various ethnic groups inhabiting the region had much in common anyway, if only as a result of the frequent conversions.)

The surprising similarities between Yezidism, Ahl-i Haqq and Alevism (especially that of Dersim) raise many questions that cannot yet be answered satisfactorily, but recent work on these religions indicates that the Kurdish (or at least Iranian) element in Bektashism/Alevism is more important than has long been assumed. Professor Mélikoff finds this hard to accept. For her, the Kurds are the most fanatical of Sunnis and the hereditary enemies of the Alevi and Yezidis. This is why she warns Alevi against the threat of Kurdish propaganda targeting their communities. She appears to be unaware that many traditional Anatolian Alevi communities, including some Turkish-speaking ones, use the term “Turk” for Sunni outsiders but not for themselves. Just as little as one can conclude from this observation that Alevism is essentially non-Turkish is there reason to consider it as inherently non-Kurdish.

Present-day Kurdish nationalists are not, as Mélikoff suggests, the first to claim that the Kurdish-speaking Alevi are Kurds (many of the first Kurdish nationalists of the 1960s were in fact themselves Alevi). Ottoman documents commonly refer to the Kurdish-speaking Alevi tribes as *Ekrâd* or *Türkmân Ekrâdi*. One recent finding is especially surprising. Professor Mélikoff mentions Irène Beldiceanu-Steinherr’s finding that the very first Bektashis were apparently a *tribal* grouping consisting of a mixture of Çepni and a group named Bektaslu (93). According to certain Ottoman documents the latter were nomadic *Türkmân Ekrâdi* (*Cevdet Türkay, Başbakanlık arşivi belgeleri’ne göre Osmanlı İmparatorluğu’nda oymak, aşiret ve cemaatlar*, İstanbul 1979, p. 239). As for the former, Altan Gökalp found (as he once told me but does not mention in his book) a Kurdish-speaking section among the Çepni whom he studied!

It is of course not my intention to substitute a claim of Kurdish origins of Alevism for the thesis of its genesis from Turkish origins. The emergence and development of Alevism cannot be understood without acknowledging the ethnic and cultural complexity of

Anatolia and the long history of its religions. Returning to the origins of the Bektashi order, it is regrettable that Professor Mélikoff does not take account of the important recent work by Ahmet Karamustafa on heterodox dervish groups in the 13th-16th centuries (*Gods's unruly friends*, Salt Lake City, 1994, and especially “Kalenders, Abdals, Hayderis: the formation of the Bektaşīye in the sixteenth century”, in H. İnalçık & C. Kafadar, *Süleyman the Second and his time*, Istanbul, 1993). This work is highly relevant and suggests a much stronger Iranian influence as well as a more profound knowledge of Islam among the dervishes of this period than Mélikoff perceives.

The final chapter of Mélikoff's book, dealing with recent developments, appears to be largely based on her conversations with a single knowledgeable Alevi informant. Her account is adequate in that the major developments are mentioned, but it hardly does justice to the variety of attitudes adopted by Alevis and there is no attempt to explain the developments or to place them into their political context. Readers interested in a more in-depth treatment of the contemporary situation are advised to consult Karin Vorhoff's book (mentioned above) and recent work by Krisztina Kehl-Bodrogi (e.g. in *Orient*, 34, 1993 and *Sociologus*, 28, 1998).

To sum up, *Hadji Bektach: un mythe et ses avatars* does not, as one might have hoped, offer a complete survey of the state of the art of Alevi/Bektashi studies. Much recent research, which in part was stimulated by Professor Mélikoff's own earlier contributions, is not taken into account here. Some recent publications are listed in the bibliography, however, along with many of the more important recent works by Turkish Alevi authors, which similarly are not evaluated in the book. The field has by now probably become too vast and varied to be commanded by a single scholar. The book does, however, present the insights and conclusions of the leading scholar in the field, gained in the course of a career spanning more than four decades of research. It is the first major monograph on its subject in a western language since a long time, and it is likely to remain a major work of reference for a long time to come, consulted along with Birge, Hasluck and a few others.

Martin VAN BRUINSEN

Mehmet AKMAN, *Osmanlı Devletinde Kardeş Katli*, Istanbul, Eren, 1998, 208 p.

Voici une nouvelle étude sur la question, si débattue déjà, du fratricide dans la dynastie ottomane, autrement dit l'exécution—sur l'ordre d'un sultan—des membres mâles de la dynastie (frères, oncles, neveux ou petits-neveux) qui pouvaient prétendre à son trône. M.A. a souhaité traiter le sujet en juriste. Il n'en a pas moins fait l'effort de revenir aux sources, c'est-à-dire principalement les chroniques ottomanes, tout en tirant profit de l'abondante bibliographie déjà existante (pourvu qu'elle fût en turc, en anglais ou traduite en turc).

Après une brève présentation des sources (p. 16-20) et des exemples de « fratricides » dans d'autres dynasties, le livre commence par une première partie sur le pouvoir politique chez les « anciens Turcs » (p. 27-36) : le pouvoir est conféré par Dieu au souverain (qui n'en est pas moins limité par la loi, *töre*) ; celui des membres de la dynastie qui bénéficiait du *kut* pouvait acquérir le pouvoir et le garder tant qu'il ne perdait pas ce *kut*, étant entendu que tout membre de la famille avait un droit égal à celui-ci, donc au trône : cette



bénéficio divine appartenait à la dynastie et non à l'individu. Ainsi le pouvoir allait à celui qui se révélait apte à le prendre, mais l'idée que le *kut* se transmettait par le sang à tous les fils du souverain était une cause possible d'éclatement de l'État. M.A. donne ensuite une série d'exemple de fratricides dans les États turcs antérieurs à celui des Ottomans (p. 33-36).

L'application du fratricide chez les Ottomans est décrite beaucoup plus en détail (p. 39-109). La deuxième partie est en effet consacrée à un rapide exposé des circonstances de chacun des 61 cas de fratricides que M.A. estime pouvoir recenser. Notons au passage qu'il en exclut l'élimination des frères de Mehmed I<sup>er</sup>, considérant (p. 122) que chacun étant souverain d'une partie des anciens États de Bajazet I<sup>er</sup>, il ne s'agit plus ici d'exécutions au sein d'une dynastie. Ce choix est un peu surprenant si l'on songe à l'importance de cette « période d'interrègne » (*fitret devri*) pour l'histoire de la dynastie, importance que M.A. souligne lui-même (p. 119-122). Ces notices présentent les sources et leurs éventuelles contradictions. Peut-être eût-il été préférable de ne pas mettre sur le même plan des chroniqueurs de diverses périodes et des historiens comme Hammer (ou Lamartine!), mais en rassemblant toutes ces informations, M.A. fournit un instrument de travail qui n'est pas inutile.

La troisième partie (qui n'est pas sans rapport avec la première) expose les raisons qui expliquent la pratique du fratricide (p. 113-127) : l'éclatement des empires entraîné par le système de l'*ülüs* qui partageait l'État entre ses héritiers ; l'expérience traumatisante de la *fitret devri* ; l'usage d'otages par les Byzantins ; le fait que les princes laissés en vie se rebellaient ; la conception d'une indivisibilité de l'État qui s'affirmait chez les Ottomans : autant de phénomènes qui, selon M.A., faisaient de l'application du fratricide une solution politique aux problèmes dynastiques ottomans<sup>1</sup>.

À dire vrai, ces trois premières parties n'apportent pas beaucoup d'informations neuves, mais M.A. a manifestement considéré (et on peut le suivre sur ce point) que ces rappels étaient nécessaires pour aborder son véritable sujet, développé dans la quatrième partie consacrée à une analyse juridique de la pratique du fratricide (p. 131-163).

M.A. commence par séparer nettement le cas des princes coupables de sédition (crime prévu par la loi islamique) de celui de ceux à qui l'on n'avait rien à reprocher. Les premiers, selon M.A., n'étaient pas à proprement parler condamnables au titre du *hadd* (punition prévue par le Coran ou les hadiths), mais plutôt de la *siyâset*, qui était du ressort du souverain et n'impliquait pas nécessairement la peine de mort (p. 133-135). Ceci étant une fois dit, il s'attache (p. 135-141) à fournir les éléments définissant la rébellion (*'iyyân*) en droit islamique, puis tente d'analyser dans ce cadre juridique les fratricides ainsi justifiés, à tort ou à raison<sup>2</sup> (p. 141-146).

Le principal problème juridique est celui de l'exécution des princes qui n'étaient pas coupables d'*'iyyân* (p. 146-163). Elle ne pouvait être envisagée, selon M.A., que dans le

<sup>1</sup> Quant à l'idée que l'indivisibilité de l'État « *gâzî* » ottoman apparaissait nécessaire pour permettre l'accomplissement du devoir de *cihâd*, elle paraît un peu trop « idéologique ».

<sup>2</sup> Cf. par exemple le cas de Bâyezîd, fils de Soliman le Magnifique, qui était en fait en conflit avec son frère et non avec le souverain son père ! M.A. publie toute une série de *fetvâ* sur ce cas (p. 143-146).



cadre de l'*örf*, définie comme une loi émise par le sultan (*yasa, kânûn*)—mais ne devant pas aller à l'encontre de la *şer'iyya*, qu'elle complétait. M.A. admet cependant que bien des législations ottomanes (en matière fiscale ou pénale) n'étaient pas en harmonie avec la *şer'iyya*, et conclut que le fratricide (pratiqué sur des innocents) était étranger à celle-ci (p. 150). Il analyse ensuite (p. 150-156) les tentatives faites par les oulémas ottomans pour justifier cette pratique. Les arguments avancés sont que la sédition (*fitne*) est pire que la mise à mort d'un homme et qu'il faut assurer le bon ordre du monde (*nizâm-ı âlem*); que mieux vaut un mal privé qu'un mal public; que la nécessité peut rendre admissible (*mübâh*) le non respect de certaines lois; que les commentateurs de la loi peuvent approuver (*istihsân*) certaines lois d'exception; qu'en l'absence d'une règle légale claire, les juristes peuvent prendre des décisions conformes au bien public en fonction de leur époque et de leur pays. Cependant, selon M.A. aucun de ces arguments ne tient devant l'interdiction inéluctable—selon la loi islamique—de la mise à mort d'un innocent. M.A. ne consacre que deux pages (p. 156-157) à la législation du fratricide par le *kânûnnâme* de Mehmed II, dont il admet l'authenticité sans revenir sur les arguments des spécialistes qui ont pu en douter. M.A. reprend ensuite l'analyse de l'exécution de princes non coupables de séditions, pour redire que cette pratique ne pouvait être justifiée par la *siyâset* (p. 158-162), puis rappelle les techniques utilisées pour mettre les princes à mort (p. 162-163).

Une brève cinquième et dernière partie évoque enfin la disparition de la pratique du fratricide, liée à l'apparition du *kafes* et à l'établissement du seniorat comme système de transmission du trône, non sans souligner qu'on continua à tuer les nouveaux-nés issus des *şehzâde*... M.A. insiste avec raison sur l'impopularité toujours grandissante du fratricide dans la société ottomane, mais rappelle également un certain nombre de conséquences dommageables généralement attribuées à l'enfermement des princes dans le *kafes*. Il en vient ainsi à conclure que si elle était juridiquement injustifiable, la pratique systématique du fratricide au sein de la dynastie ottomane n'en fut pas moins extrêmement efficace pour assurer la puissance et la permanence de l'Empire...

Comme on le voit, l'étude de M.A. ne révolutionne pas la question du fratricide dans la dynastie ottomane. Son apport le plus précieux est sans doute l'analyse systématique du phénomène en fonction de la *şer'iyya*. Pour ceux qui—comme l'auteur de ce compte rendu—connaissent mal le droit islamique, cette synthèse est fort utile. On notera cependant que, se plaçant du point de vue juridique d'un docteur de l'Islam à la fin du xx<sup>e</sup> siècle, M.A. envisage le droit comme un fait immuable. Il conteste le bien-fondé des démonstrations par lesquelles les oulémas ottomans cherchaient à justifier le fratricide en droit. L'historien aimerait en savoir plus sur ce que pensaient vraiment les juristes du xv<sup>e</sup> ou du xvii<sup>e</sup> siècle: étaient-ils hypocrites ou sincères? Il ne fait pas de doute que la pratique faisait horreur à la société ottomane, mais la considérait-elle pour autant comme illégale? Il est du reste caractéristique que M.A. lui-même, après avoir démontré que la mise à mort de princes innocents était injustifiable en droit, la justifie peu ou prou au nom d'un réalisme politique dont on se demande comment il peut primer sur la *şer'iyya*!

Nicolas VATIN, *Sultan Djem, un prince ottoman dans l'Europe du xv<sup>e</sup> siècle d'après deux sources contemporaines: Vâkı'ât-ı Sulţân Cem, Œuvres de Guillaume Caoursin*, Ankara, Türk Tarih Kurumu (série XVIII, n° 14), 1997, 379 p. + facsimilé.

C'est un grand plaisir pour moi que d'annoncer la publication du livre de Nicolas Vatin consacré au prince Djem (Zizime, selon la tradition occidentale de ses contemporains). Ce travail, résultat d'une brillante thèse de doctorat dirigée par le professeur Louis Bazin et soutenue en 1982, avait en effet été oublié à la suite de malheureux concours de circonstances, indépendants de la volonté de l'auteur. Le report de sa publication était d'autant plus navrant que, depuis les biographies du prince Djem écrites en français par Louis Thuasne en 1892 (*Djem sultan*, Paris) et en turc par İsmail H. Ertaylan en 1951 (*Sultan Cem*, Istanbul), il n'existait pas d'étude d'ensemble sur ce personnage alors même qu'on possède une bibliographie abondante qui continue de s'enrichir chaque année. Paradoxalement, Djem sultan est certainement en Occident, après Soliman le Magnifique, l'un des Ottomans les plus célèbres. Il appartenait à N.V. de contribuer à mieux le faire connaître ou à le faire redécouvrir.

Les aventures de Djem sont extraordinaires et peuvent se résumer en quelques lignes. Djem était le troisième fils du sultan Mehmed II, le conquérant de Constantinople. À la mort de son père, en 1481, il se trouva en concurrence avec son frère aîné Bâyezîd et, vaincu, dut fuir auprès des chevaliers de Saint-Jean-de Jérusalem, maîtres de Rhodes à l'époque. Il devint bientôt leur otage utilisé comme moyen de pression sur le sultan. C'est ainsi qu'un destin exceptionnel amena un prince turc, âgé de 28 ans, à vivre douze ans en France et en Italie à la fin du xv<sup>e</sup> siècle (1483-1495).

L'originalité du travail de N.V. vient essentiellement des textes proposés. Il présente en effet pour la première fois deux textes contemporains de Djem : d'une part, la traduction française d'une chronique turque intitulée *Vâkı'ât-ı Sulţân Cem*, rédigée probablement par l'un des compagnons d'exil du prince, dans les premières années du xv<sup>e</sup> siècle ; d'autre part, un ensemble de mémoires composés en latin par Guillaume Caoursin, vice-chancelier de l'ordre de Saint-Jean à Rhodes.

Ne connaissant pas le turc, L. Thuasne n'avait pas pu utiliser directement les *Vâkı'ât*, document pourtant fondamental. Il s'agit d'une source de première main, qui abonde en détails sur les pays visités par ce prince, avec une précision et une exactitude remarquables. On ne possédait jusqu'à présent ni édition critique, ni traduction intégrale en une langue européenne. Le texte présenté ici, accompagné du fac-similé du manuscrit, de sa transcription latine et de sa traduction, tente ainsi de combler cette lacune. Qu'il soit enfin accessible au grand public est assurément une excellente chose, d'autant que la traduction qui nous est offerte est très agréable à lire.

Les mémoires de Caoursin étaient, quant à eux, quasiment tombés dans l'oubli. On ne disposait que d'une édition latine imprimée à Ulm en 1496 et de quelques extraits publiés par L. Thuasne. Vice-chancelier de l'Ordre de Saint-Jean, Caoursin était à Rhodes au moment où Mehmed II mourut, en 1481, et il fut témoin de l'arrivée de Djem sur l'île. Son récit, source de première main, est très instructif car il présente le témoignage d'un Européen bien informé et montre le rôle joué par l'Ordre de Saint-Jean dans cette affaire.

Les traductions des *Vâkı'ât* (p. 115-253) et des mémoires de Caoursin (p. 259-346) sont précédées d'un avant-propos et d'un préambule qui dressent un tableau général de

l'affaire Djem et la replacent dans son contexte de l'époque, avec le souci de dégager la logique interne des actions du personnage, et d'en montrer les conséquences, mêmes lointaines, tant pour l'Europe que pour l'Empire ottoman. Suivent deux études plus longues intitulées « Djem » (p. 13-69) et « Les œuvres » (p. 71-105). La première étude se divise en trois parties : elle rappelle les origines du prince, sa naissance, son enfance et sa jeunesse ; établit soigneusement la chronologie des années 1481-1499, c'est-à-dire depuis la mort de Mehmed II jusqu'à la livraison du corps du prince à son frère Bâyezîd ; se poursuit par une présentation de la place du prince dans la politique de son temps, dans la vie politique ottomane. C'est l'occasion pour l'auteur de dresser un tableau des différents protagonistes de cette affaire, de rappeler leurs rivalités, de souligner leurs intérêts, qui sont parfois tout simplement pécuniaires. L'auteur apporte enfin quelques informations sur la vie quotidienne du prince en exil. Il s'interroge notamment sur ses conditions d'emprisonnement, sur le nombre et l'identité de ses compagnons, les problèmes posés par la chronologie de son séjour en France, et les causes de sa mort qui, encore aujourd'hui, restent énigmatiques. Dans cette partie, l'auteur s'efforce avec succès, dans sa description des faits les plus importants, de donner maints détails concrets, illustrés de témoignages, qui font revivre l'atmosphère du temps comme une véritable enquête policière.

La seconde partie, tout aussi instructive, présente les œuvres elles-mêmes, les *Vâkı'ât-ı Sultân Cem* et les mémoires de Caoursin. Pour ce faire, l'auteur adopte un plan identique pour les deux. Il présente la personnalité des auteurs, la qualité de leur œuvre, leur intérêt historique et l'impression générale qui s'en dégage. On s'aperçoit ainsi que si les démarches de ces deux témoins sont différentes, émanant l'un d'un chroniqueur ottoman et l'autre d'un lettré de la Sorbonne, tous deux s'accordent sur le fond : servir la propagande de leur « patron » ou de leur Ordre. Ils nous permettent, ce faisant, de mieux cerner le sens de leur texte.

L'ouvrage s'achève par un appendice qui dresse la liste alphabétique des noms propres européens avec leurs transcriptions en caractères latins et arabes, un index général offrant des renseignements biographiques concis sur les personnes citées, et une bibliographie abondante, mais qui pourrait être complétée<sup>1</sup>. Elle passe par exemple sous silence la production poétique du prince Djem, pourtant célèbre dans la littérature turque<sup>2</sup>. Il est vrai que cet éclairage est sans incidence sur les événements relatés, et n'enrichit pas beaucoup les récits qui nous sont proposés ; par contre, il permet de faire découvrir une autre facette du personnage. Enfin, le tout est illustré de magnifiques miniatures du xv<sup>e</sup> siècle—dont on regretta qu'elles soient reproduites en noir et blanc—conservées à la Bibliothèque nationale de France.

<sup>1</sup> Il faudra y ajouter des travaux plus récents, N. VATIN, *L'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, l'Empire ottoman et la Méditerranée orientale entre les deux sièges de Rhodes (1480-1522)*, Louvain-Paris, Peeters, 1995 et « L'affaire Djem (1481-1495) », in M.-T. CARON et D. CLAUZEL éds, *Le banquet du faisan-1454 : l'Occident face au défi de l'Empire ottoman*, Arras, Artois Presses Université, 1997, p. 85-96.

<sup>2</sup> Djem est l'auteur de nombreuses poésies turques et persanes (*Divan, gazel*). Voir Cavit BAYSUN, *Cem Sultan Hayatı ve Şiirleri*, Istanbul, 1946 ; Halil ERSOYLU, *Cem Sultan'ın Türkçe Divan'ı*, Tercüman 1001 Temel Serisi n° 156-159, Istanbul, 1981 (rééd. à Ankara, 1989) et Münevver OKUR, *Cem Sultan Hayatı ve Şiir Dünyası*, Ankara, Kültür Bakanlığı n° 1430, 1992.

Le livre, à l'image de cet épisode unique dans l'histoire des relations entre l'Empire ottoman et l'Europe, est passionnant et captivant à lire et, à travers les excellentes traductions qui nous sont proposées, on retrouve la saveur particulière des styles ottoman et français du XVI<sup>e</sup> siècle. On peut cependant regretter que l'ouvrage, rédigé en français, paraisse dans une édition turque, certes prestigieuse, mais qui aurait certainement eu les faveurs du public occidental. D'autre part, on peut s'étonner que l'auteur, qui nous offre par ailleurs un ouvrage plein de richesse et extrêmement documenté, ne fasse pas allusion aux souvenirs encore persistants de Djem en France. Car la tour Zizim (*Ğorûştûr* dans les *Vâkı'ât*, c'est-à-dire « Grosse tour »), cet édifice imposant de cinq étages qui a été spécialement construit pour lui il y a cinq cents ans et qui se dresse au centre de la charmante petite cité médiévale de Bourgneuf, dans l'actuel département de la Creuse, où le prince séjourna à deux reprises (une vingtaine de jours en mars-avril 1484 et près de deux ans la seconde fois, août 1486-novembre 1488), existe toujours. Elle attire chaque année des milliers de touristes ; par ailleurs, on ne compte plus les romans ayant pour thème les aventures de ce prince<sup>3</sup>. Et vous ne serez pas étonnés si, en déambulant dans les ruelles de Bourgneuf, ou en prenant un rafraîchissement à la terrasse du café *Zizim*, vous entendez parler turc. Car, au-delà de cette extraordinaire histoire qui a déjà suscité en son temps l'engouement des écrivains tels Alphonse de Lamartine et Victor Hugo, la légende de Zizim en France est bien vivante !

Frédéric HITZEL

Nejat GÖYÜNÇ and Wolf-Dieter HÜTTEROTH, *Land an der Grenze : Osmanische Verwaltung im heutigen türkisch-syrisch-irakischen Grenzgebiet im 16. Jahrhundert*, Istanbul, Eren Yayınçılık, 1997 312 p., index, maps.

This beautifully produced book, complemented with excellent coloured maps, constitutes a major contribution to the social and economic history of a relatively under-studied region of the Ottoman Empire and also represents an important step forward in defterology, the study of Ottoman fiscal registers. The authors deliberately opted for a region of great ecological and ethnic variety and, rather than studying a single province as earlier scholars did, they defined their region so that it consists of nine different administrative units (*liva* and *kaza*). The aggregate data that they present in tables and in the form of maps are based on the registers of 1564 for the districts of Berriyecik (comprising present Derik, Viranşehir and Ceylanpsoutnar), Mardin, Hasankeyf, Nisibin, Akçakale, Sincar, Habur, Deyr ez-Zor and 'Ana, but they have also studied the earlier registers for this region. Both authors have a long-standing acquaintance with at least parts of this region, and in the course of their painstaking analysis of the registers all districts concerned were extensively visited.

<sup>3</sup> Les plus récents sont ceux de Jean-Marie CHEVRIER, *Zizim ou l'épopée tragique et dérisoire d'un prince ottoman*, Paris, Albin Michel, 1993 ; Roderick CONWAY MORRIS, *Djem, mémoire d'un agent secret ottoman*, Paris, Phébus, 1994.

Both authors have worked with Ottoman archival materials for over three decades. Professor Hütteroth moreover brings the skills of an experienced field-worker and the analytical tools of modern geography to the job, which makes this book different from the many studies of tax registers that preceded it. He has solved the problem of representation of the rich data contained in the registers by processing all quantitative data by computer and using sophisticated cartographic methods enabling the reader to grasp complex data relatively easily.

The complex data for each village or tribal unit are presented both in the more traditional form of tables and in a set of detailed maps. Over two and a half thousand villages, *mezra*, tribal units and other sources of revenue are contained in the tables, which in two efficiently used lines for each village give its name(s) and, where relevant, tribal affiliation, population, produce, beneficiary of revenue, etc. More remarkably, all villages and tribal units contained in the registers are indicated in the maps. Obviously, not all villages could be identified exactly, but one is impressed by the large number that the authors have in fact been able to locate exactly on the map. (Non-identified villages, graphically recognisable as such, are placed in an approximate position in the district to which they belong.) The most important data are shown in three pairs of coloured maps that come with the book (each pair consisting of separate maps for the northern and south-eastern parts of the region). The first pair shows demographic data (distinguishing Muslims, Christians and Jews; townspeople, villagers, nomads and semi-nomads; and indicating numbers by the size of the circles, triangles and squares that represent each unit). The second indicates for each unit the volume of revenue levied and its recipients (distinguishing the various types of *has*, *ze'amet*, *timar*, *vakıf* and *mülk*). The third pair of maps shows agricultural production by product and volume, as calculated from the taxes levied and the rate of taxation.

These maps are a miracle of clarity; much thought must have been invested in their design, not to mention the patient donkey-work needed to execute this in minute detail. Many significant findings are at once evident from these maps. To mention a few results that struck this reviewer: one sees at a glance that rice was cultivated on the southern slopes of the Karacadağ and cotton in a dozen villages in Nisibin. (The authors explain in the text that there were three large cotton plantations, which appear to have persisted until the beginning of the early 20th century.) The Arab tribes along the Habur and the Euphrates predominantly cultivated millet and hardly yielded taxes for animal production, unlike Hasankeyf with its Kurdish nomads, where the taxes on flocks reached high levels. In the case of the strongest Kurdish tribes (Milli, Astergi), all revenue accrued to the tribal chieftain, but that of weaker tribes (Şıqaqi, Çalki) belonged to the imperial *has*. The revenue of the Arab tribes belonged to the *has* of either the sultan or the *mir-i liva*. Christian villages are not spread evenly in the mountains and plateau of Mardin and Hasankeyf but are concentrated in the district around Midyat (the *nahiye* Tur) and the southern rim of the Mardin mountains. The *nahiye* Kuh-i Mardin, although quite accessible, is the abode of nomadic and semi-nomadic tribes.

The island-like nature of Mount Sincar is brought out very clearly in these maps. Its rainfed agriculture (with conspicuously productive viniculture, although all villages are classified as Muslim) distinguishes it sharply from the surrounding desert steppe. Surprisingly, given this district's reputation, only two small nomadic units are recorded here, and of the villages only a few are registered as having a tribal population (*an cema'at-ı Salçlu*). This raises questions about the notorious Yezidi tribes of the district encountered

in other sources (notably Evliya Çelebi and later European travellers). The authors conclude that there were in 1564 as yet few Yezidis here, and that those whom Evliya saw must have moved there in the intervening century. I shall briefly return to this subject below, because it concerns the limits of the sort of information that can be extracted from the registers.

The analytical chapters present the insights that the authors have gained by combining their analysis of the registers with other written sources and thorough observation of the terrain. The distinguishing features of each district are discussed in separate chapters. The authors also discuss and attempt to explain the patterns in type of cultivation, age of settlement, and allotment of revenue to the various beneficiaries, as well as the significant differences in the rate of taxation between the various districts. Comparison with the earlier censuses shows that it was consistently the (geographically) more marginal sources of revenue that were not reported then, so that the rise in population figures is due more to improved registration than to actual population increase. (In a brief chapter on demographic growth, that acknowledges a debt to Justin McCarthy, Hütteroth proposes a calculated correction of the earlier population figures, raising the population of Mardin in 1518 from the 43,000 of the *defter* to 72,500.)

The registers do not easily yield information on the ethnic and religious composition of the population. They make no explicit distinction between Armenian, Jacobite and Nestorian Christians, between orthodox and heterodox Muslims, or between Kurds, Turks and Arabs. The authors believe that Yezidis were counted separately in the register, as Çalki/Çelki, which name (in its Turoyo form of Çalkoye) is used as a synonym of Yezidi by present Christians of the Tur 'Abdin. Their conclusion that there were few Yezidis in the Sincar district is based on the finding that only six villages there have groups of Çalki among their populations. The Çalki are, however, listed in the *Sharafname* (completed only three decades after this fiscal survey was made) as one of the thirteen tribes of Hasankeyf, and a number of the other tribes listed in the register were Yezidi (e.g. the Şıqaqi) or had Muslim sections (the Milli). For all we know, a considerable part of the Muslim cultivators registered on Mt. Sincar may have been Yezidis too.

Some relevant information may be found in place-names, to an analysis of which the authors devote an entire chapter. They found, for instance, clear regional concentrations of names that appear to be Aramaic (in the *nahiyes* Tur and Sahra-i Mardin) and of those containing Tel, Depe or other words for "hill". The latter obviously only occur in regions where sun-dried lime brick constitutes the chief building material, and they indicate resettlement of an old inhabited area. Given the later ethnic composition of the region, the occurrence of many Turkish toponyms in the survey is surprising. The distribution of the endings *-an*, *-iyn* or *-istan*, typical of Kurdish toponyms, has not yet been studied. Obviously, an Aramaic or Kurdish place-name does not necessarily imply that the present inhabitants are also Aramaic or Kurdish speakers. Personal names, as the authors suggest, may be the least ambiguous indicators of ethnicity to be found in the registers, but their analysis still awaits scholars with the requisite linguistic and philological expertise.

Some work therefore remains to be done. In the study of these elusive archival materials it is even more true than in many other fields that each scholar stands on the shoulders of his predecessors. The authors of this book provide future scholars with firm shoulders to stand on.

Salvatore BONO, *Les corsaires en Méditerranée*, Paris, Paris-Méditerranées, 1998<sup>1</sup>, 255 p.

Il faut saluer la traduction française du *Corsari nel Mediterraneo*<sup>2</sup> de S. Bono. L'auteur précise avec modestie qu'il ne s'agit pas d'un travail original, mais d'un petit ouvrage de synthèse et de vulgarisation. Ce n'en est pas moins un livre précieux, d'abord parce qu'il est fondé sur une remarquable connaissance du sujet (dont il est lui-même un spécialiste reconnu), mais surtout parce qu'en moins de 250 pages il réussit à fournir au lecteur une masse d'informations à la fois très claires et très vivantes sur un phénomène historique complexe.

La période couverte va, en gros, du début du xvi<sup>e</sup> siècle à 1830. Disons tout de suite que, de façon classique, S.B. la divise en quelques grandes tranches chronologiques qui réapparaissent de façon cohérente à l'occasion des différents thèmes qu'il aborde : jusqu'au dernier quart du xvi<sup>e</sup> siècle, la course s'intègre dans la « grande guerre » qui oppose l'Espagne aux Ottomans ; ensuite elle devient pratiquement autonome, course et piraterie se développant considérablement dans tout le bassin méditerranéen (en particulier dans les années 1580-1610) jusqu'au milieu du xvii<sup>e</sup> siècle ; un déclin progressif se manifeste alors (non sans remontées de fièvre), jusqu'à la quasi-disparition du phénomène corsaire au xix<sup>e</sup> siècle.

Dans une première partie, S.B. présente les « cités corsaires musulmanes », autrement dit les trois États barbaresques d'Alger, Tunis et Tripoli (non sans signaler également l'existence d'une course marocaine à Tétouan et Salé). Après un historique des grands conflits méditerranéens du xvi<sup>e</sup> siècle et du développement du Maghreb musulman, puis une brève description de l'organisation des trois « cités » et de l'affirmation progressive de leur indépendance vis-à-vis du sultan ottoman, deux chapitres sont consacrés aux relations avec les États européens qui hésitent, selon leurs intérêts propres et les périodes, entre différentes politiques (intimidation, voire représailles, accords diplomatiques assurant la sécurité, contre-course). La course/piraterie barbaresque, qui avait connu un certain déclin à partir de la deuxième moitié du xvii<sup>e</sup> siècle, puis fortement repris à l'époque de la Révolution et de l'Empire, donna lieu au xix<sup>e</sup> siècle à de nombreuses discussions entre puissance européennes désireuses d'y mettre un terme : ce fut chose faite avec l'expédition française d'Alger en 1830.

La deuxième partie concerne les « chevaliers et artisans de la course chrétienne », autrement dit principalement les chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem (installés à Malte depuis 1530) et ceux de Saint-Étienne, dont le grand-maître n'était autre que le grand-duc de Toscane, et dont le port était Livourne. S.B. fait remarquer d'entrée de jeu que leur rôle était comparable à celui des corsaires maghrébins, dans la mesure où tout en participant aux guerres officielles, ils avaient également « une activité de guérilla » : le *corso*. S'il est à peu près possible de décrire l'activité de ces ordres, celle des corsaires privés est moins bien connue. Bien entendu, la course était réglementée. Pour s'y livrer sous le drapeau d'une puissance, il fallait accepter de fixer des bornes à ses déprédations et de n'attaquer que les ennemis de cette puissance et, bien entendu, les « infidèles » (puisque là était la légitimité de la course dans le monde méditerranéen, tant du côté musulman que

<sup>1</sup> Publié simultanément au Maroc par les éditions La Porte, Rabat.

<sup>2</sup> 1<sup>re</sup> édition, Milan, Arnoldo Mondadori, 1993, rééd. 1997.



chrétien). Mais la frontière qui séparait imperceptiblement course et piraterie était souvent franchie. La liste des ports de course est longue : Malte évidemment, et Livourne (où les Anglais étaient nombreux), mais aussi Palerme, Messine, Trapani, Cagliari, Gênes, Toulon, Marseille, La Ciotat, La Seyne, Majorque, Valence, Almeira, Ceuta, Oran... S.B. évoque également, un peu rapidement, les Uscoques de l'Adriatique et les Grecs qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, se mirent au service de telle puissance chrétienne (comme la Russie de Catherine II). Un dernier chapitre évoque « la guerre corsaire entre Européens », domaine mal connu sur lequel S.B. rassemble les informations fragmentaires et éparses dont dispose l'historien : hostilité à Venise des chevaliers de Malte et de Saint-Étienne, des pouvoirs napolitain et sicilien dans les années 1580 ; attaques des Majorquins contre les Français ennemis des Espagnols ; course des Français et des Espagnols contre les Anglais au XVIII<sup>e</sup> siècle...

La troisième partie (« Hommes et navires pour la course ») commence par décrire rapidement les bateaux, d'abord principalement à rames avant qu'Anglais et Hollandais n'introduisent les bateaux ronds au Maghreb. L'auteur résume ensuite les indications dont on dispose sur les flottes d'Alger, Tunis et Tripoli (de la plus importante à la plus réduite). On a compté à Alger jusqu'à six galées et une centaine de bateaux ronds en 1624. On constate la même évolution dans les trois Régences, à savoir un lent et sûr déclin à partir du milieu du XVII<sup>e</sup> siècle. Les ordres de Malte et de Saint-Étienne compartaient une douzaine de bâtiments. On est mieux renseigné sur le premier, qui connut un déclin continu au XVIII<sup>e</sup> siècle. Quant à la flotte privée maltaise, elle diminue également à partir du XVII<sup>e</sup> siècle. Quelques pages sont consacrées à la nature du bois et du matériel nécessaires aux navires, ainsi qu'aux lieux d'approvisionnement. En fait, il apparaît que les Barbaresques devaient d'une manière ou d'une autre se fournir auprès des pays chrétiens et qu'ils y parvenaient assez facilement. La plus grosse difficulté était de se procurer des rameurs, dont S.B. décrit rapidement le travail. Cette chiourme, qui vivait un véritable enfer, était souvent composée de captifs—et c'est pour s'en procurer que les chevaliers de Malte faisaient des razzias sur les côtes maghrébines. Une réelle difficulté était d'assurer un équilibre satisfaisant entre les différentes origines (captifs, forçats, volontaires). La part des captifs musulmans semble avoir augmenté sur les galères occidentales aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles.

Intitulée « Affrontements en mer et incursions sur terre », la quatrième partie décrit d'abord les techniques des corsaires (surtout barbaresques), fondées sur la rapidité, la souplesse de la manœuvre et l'abordage. De leur côté, les victimes (en général inférieures en nombre) préféraient apparemment ne pas tenter de résister. S.B. souligne l'importance chez les corsaires barbaresques (qui étaient rarement maghrébins) des renégats, dont la connaissance des lieux était précieuse. Il est surtout question de l'activité musulmane en Occident. Dans le dernier quart du XVI<sup>e</sup> siècle, plus aucune côte chrétienne n'est épargnée. Si des deux côtés la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle montre un certain déclin, l'activité corsaire/pirate se maintient tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle. Un chapitre concerne aussi l'activité des « chevaliers et corsaires contre les terres d'Islam ». On y trouvera des exemples d'opérations de plus ou moins grande envergure, tant au Levant qu'au Maghreb. L'activité est intense dans les années 1580-1610, mais le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle marque la fin des grandes opérations. La course privée (ou piraterie ?) n'en continue pas moins, en particulier celle des Maltais au Levant. Enfin une dizaine de pages très bien venues décrivent les systèmes de défense en Occident : murailles ceignant les villes, tours de guet, signaux, réactions en cas d'attaque, etc.

« Partage du butin, captivité et commerce » font l'objet de la dernière partie. S.B. analyse les méthodes diverses mais similaires de partages des prises dans les ports corsaires barbaresques ou chrétiens, partage auquel participaient selon les modalités réglementées les autorités, les armateurs et l'équipage. Cependant S.B. souligne qu'il ne faut pas exagérer l'importance de la course dans l'économie de ces États : à Malte, celle de l'Ordre est déficitaire—mais qu'en est-il de celle des privés?—; au Maghreb, elle est une part importante mais minoritaire de l'économie. Reprenant des réflexions de Fernand Braudel, S.B. rappelle que si la course nuit au commerce, elle l'alimente également : le partage du butin exigeait qu'on le vendît (à bas prix quand il était trop abondant), et c'est en Europe que sont réexportées les prises une fois vendues. L'attitude des négociants chrétiens était donc pour le moins ambiguë : des ports comme Livourne, mais également Gênes, Villefranche ou Nice tiraient des bénéfices de la course maghrébine. C'étaient des armateurs italiens, grecs, marseillais ou maltais qui rachetaient les bateaux pris par les corsaires. Quant aux captifs, leur sort est traité dans les deux derniers chapitres. Ils étaient surtout destinés à être mis à la rame chez les chrétiens, à être rançonnés chez les musulmans. S.B. évalue l'importance de la population captive. Dans les Régences, elle fut importante dans les premières décennies au XVII<sup>e</sup> siècle (il y en eut jusqu'à 40 à 50 000 à Alger) pour décliner ensuite régulièrement. Elle n'était pas négligeable non plus en Italie ou en Espagne, pouvant représenter 4 % de la population de Malte, Naples ou Gênes. Quelques pages décrivent le sort de ces hommes : s'ils étaient esclaves d'État, ils travaillaient aux travaux publics ou dans la chiourme ; esclaves privés, leur sort était moins dur quand ils étaient domestiques ou étaient autorisés à proposer leurs services sur le marché du travail, voire à tenir commerce. En tout cas, ils n'étaient guère encouragés à une conversion peu avantageuse pour leurs propriétaires, et une assistance religieuse leur était en général assurée. Il faut remarquer ici que si le sort des prisonniers chrétiens était assez bien connu, c'est à des recherches récentes (et celles de S. Bono en particulier) qu'on doit de mieux connaître celui des musulmans. Le dernier chapitre enfin décrit les modalités de rachat et d'échange. Si les chrétiens s'en préoccupaient activement, par le biais d'ordres charitables (Trinitaires, Notre-Dame-de-la-Merci) ou d'institutions dues à l'initiative des États, en revanche la société musulmane demeura relativement inactive. Quant à l'évasion, elle était difficile et dangereuse, mais non sans exemple...

Enfin une abondante et utile bibliographie occupe les pages 235 à 250.

Le compte rendu qui précède montre la richesse de l'information fournie par S. Bono. Toujours très sûre, cette information est présentée avec un sens de la nuance qui ne nuit jamais à la clarté de l'exposé. En comparant systématiquement l'activité des musulmans à celle des chrétiens, en soulignant les parallélismes et les complicités, il fait un utile travail de synthèse et de mise au point. Qu'il me soit permis cependant de regretter un certain déséquilibre au détriment de la course « privée », explicable par le déséquilibre de la documentation, mais qui ne va pas parfois sans ambiguïté : c'est surtout la chiourme des flottes étatiques qui est traitée p. 116 *sq.*, et l'équipage des navires de course demeure finalement mal connu du lecteur. Une lacune est surprenante : la question des assurances maritimes n'est pas abordée, bien que S.B. cite les travaux d'A. Tenenti. Surtout, son livre traite au total principalement du bassin occidental de la Méditerranée. Les Uscoques sont à peine évoqués (p. 75-76), de même que les Grecs (p. 77). Quant aux Ottomans, ils sont les grands absents de l'ouvrage. Sur l'attitude de la Porte face à la course et à la piraterie, sur sa flotte, sur sa chiourme, sur les captifs ottomans, sur les pirates musulmans du Levant, le lecteur trouvera peu d'information. Il est d'ailleurs caractéristique qu'évoquant

à plusieurs reprises les « Grecs », S.B. ne rappelle jamais qu'ils étaient sujets ottomans, ce qui n'était peut-être pas sans importance. Il est vrai que la bibliographie est beaucoup moins abondante sur le Levant que sur l'Occident méditerranéen, qu'elle est pour une bonne part postérieure à la rédaction de la première édition italienne du livre de S. Bono et traite en général du xv<sup>e</sup> et du début du xvi<sup>e</sup> siècle seulement. Il convient donc de ne pas accorder trop d'importance à ces lacunes. Le livre de S. Bono est d'une grande utilité. C'est une synthèse savante et claire, très agréable à lire<sup>3</sup>, pleine d'exemples concrets qui viennent illustrer le propos sans jamais le rendre confus : en fait, un tour de force.

Nicolas VATIN

Dominique CARNOY, *Représentations de l'Islam dans la France du xvii<sup>e</sup> siècle. La ville des tentations*, Paris, L'Harmattan, 1998, 368 p.

Cet ouvrage traite de l'image de l'islam (une certaine ambiguïté se manifeste dans le titre qui indique *Islam* alors que dans le texte il s'agit bien de l'*islam*, religion) véhiculée par des récits de voyageurs français de la deuxième moitié du xvii<sup>e</sup> siècle, concernant l'Empire ottoman, la Perse et le Maroc. La question posée dès l'introduction est de savoir si ces textes ont modifié ou renforcé la représentation déjà existante, largement négative, d'après l'auteur, de la religion musulmane. L'auteur indique, de façon très claire, qu'elle a procédé au « décryptage d'un discours » et « qu'en aucun cas elle ne s'est attachée à réajuster les prises de position de [ses auteurs], pas plus qu'à définir la réalité que recouvrait cette image ». La première partie de l'ouvrage s'intitule « le Voir et le Savoir » : inverser les termes aurait été peut-être plus pertinent, puisque, avant toute entreprise de voyage, il faut prendre en compte l'environnement et l'acquis préalable des candidats au voyage, à travers lesquels leur regard se constituera. Dans cette partie, l'auteur fait l'inventaire de différentes sources de connaissance à propos de l'islam, depuis les clercs médiévaux jusqu'aux religieux attachés au rachat des captifs, à Guillaume Postel, Michel Baudier et Du Ryer (premier traducteur du Coran en langue française). Éclectisme et pluralité des perceptions « du plus fanatique au plus scientifique » dont l'auteur prend acte. Ne sont mentionnés ni Antoine Régnaut, qui fit le pèlerinage de la Terre Sainte en 1573, et releva la dévotion et la tolérance des musulmans, ni André Thevet qui, en 1549, bien que religieux de l'ordre de Saint François, remarque : « À la vérité, c'est une chose qui semble estre non moins incroyable, qu'impossible, que la brebis puisse vivre paisiblement entre les loups. Veu que les Turqs (comme chacun scet) sont ennemis mortels de la Chrestienté ».

Le choix des voyageurs étudiés, répond à un certain nombre de critères explicites : si pour la Perse, le choix de Chardin est bien le meilleur, pour l'Empire ottoman, on peut

<sup>3</sup> La traduction d'Ahmed Somaï est dans l'ensemble très plaisante. Espérons qu'une seconde édition lui permettra de corriger les menues imperfections qui demeurent toujours, notamment dans la traduction des noms géographiques : si on peut à la rigueur admettre *Villafranca* pour Villefranche (p. 50) ou *Santa Maura* pour Saint-Maure ou Leucade (p. 58), la *Morea* (Morée, p. 58) et la *Cornovaglia* (Cornouaille, p. 162) sont des barbarismes en français.

regretter que le nom même de Pitton de Tournefort ne soit pas mentionné (même si son ouvrage ne fut édité qu'en 1717), alors qu'il est l'un de ceux qui a le plus contribué à objectiver son expérience, également en matière de religion, et qu'il se trouve à la charnière de deux conceptions de l'observateur-participant.

Quant à Tavernier, on sait que la rédaction de son ouvrage est sujette à caution, puisqu'il n'est sans doute pas de sa propre plume et a été écrit de nombreuses années après son voyage. Voltaire le dénigra, d'ailleurs. Il reste, néanmoins, original, par la description qu'il fait des routes et des caravanes, ce que relève l'auteur.

Le chapitre sur les missions religieuses et en particulier le rachat des captifs est une bonne approche de cette œuvre de propagande : dans le royaume, processions et quêtes autorisées par le pouvoir (vente d'indulgences) complétaient les récits qui n'étaient pas accessibles à tous. Relevons que le récit de pèlerinage du père Boucher (grand pourfendeur d'Infidèles) est le premier à avoir été édité dans la Bibliothèque bleue de Troyes. Les entreprises de plagiat sont relevées à propos des religieux, mais il est possible d'étendre cette notion à de nombreux voyageurs qui, souvent, ne prennent même pas la peine de le cacher (Spon, etc.).

Les « voyageurs curieux » les plus intéressants sont bien les envoyés officiels qui, comme les ambassadeurs, reçoivent des instructions précises, pour rapporter médailles, antiques, manuscrits, etc., qui vont enrichir le cabinet du roi (citons Lucas) ou des amateurs (Spon). De même, Thévenot est un témoin de choix, qui donne de l'islam une image assez nuancée.

Le chapitre sur le chi'isme persan vu par Tavernier et Chardin est une bonne approche de leur perception des relations entre le pouvoir et la religion. Peut-être aurait-il été possible d'analyser un peu plus, les éléments de perception de ces deux voyageurs au regard de leur appartenance au protestantisme.

« Comment le classicisme a-t-il pu secréter un orientalisme ? » À cette question répond la seconde partie de l'ouvrage qui s'intéresse à l'élaboration d'une image de l'islam, à travers les premiers contacts (voyage initiatique), l'interprétation du dogme et des pratiques de la religion musulmane (et leurs à-côtés), et le pouvoir qui trouve son fondement en la religion. L'auteur cite, en conclusion de ce chapitre, un passage du Père M.S.J. Nau qui résume bien la perception de la plupart des voyageurs à propos de l'islam : « C'est une chose inconcevable que les Turcs qui sont fort éclairés et qui agissent avec beaucoup de pénétration dans toutes les autres affaires [...] soient en celle-ci [la religion] qui est la plus importante de toutes, si peu raisonnables, qu'ils en traitent en gens sans esprit, ou qui ont renoncé à toute sagesse. »

L'auteur affirme que « c'est au nom de la raison que le mythe de l'islam se confondra avec celui de l'Orient » : ce qui est peut-être excessif quand on sait que les philosophes des Lumières traiteront des religions préislamiques, et que les échanges avec les chrétiens d'Orient se développeront considérablement (ne signalons que la longue histoire des impressions de la Bible en syriaque et en arabe, et plus généralement l'histoire du livre au Liban).

Le chapitre sur les articles de dictionnaires est intéressant et nuance, en fait, les précédents résultats. Bayle, à bien des égards, annonce Voltaire qui, persifleur, écrira dans son *Dictionnaire philosophique* « On pourrait faire un très-gros livre de toutes les imputations injustes dont on a chargé les mahométans. » Quant à la *Bibliothèque orientale* de Barthélemy d'Herbelot, parue en 1697, l'auteur donne un bon aperçu de cette entreprise d'érudition qui fut largement consultée au cours des siècles suivants. Constat donc, d'une certaine ambiguïté, qui répond à la question posée en introduction.

La conclusion de l'ouvrage est un peu déconcertante : alors qu'à plusieurs reprises, l'auteur parle, à juste titre, d'un « orientalisme » du xvii<sup>e</sup> siècle, elle en arrive à le confondre avec « l'orientalisme » qui serait tout entier contenu dans le mythe (reprenant en cela la thèse d'E. Saïd). Or ce schéma est réducteur : nous savons qu'en deçà et au-delà du mythe, il y a eu, à travers les siècles, un intense travail de transmissions interculturelles, que la fascination des occidentaux pour l'Orient n'était autre qu'une quête des origines, et que la perception de l'islam ne se limite pas à l'image transmise par les voyageurs. Les faits sont beaucoup plus complexes et fragmentés à la fois, le rôle des savants et des humanistes se conjugue avec la réalité faite de contacts et de rencontres (que les documents d'archives ne révèlent qu'en partie). En revanche, nous conviendrons avec l'auteur qu'il faut privilégier l'étude de la relation entre les savants et l'opinion : il s'agit bien là « [d'un des nœuds] qui enserme toute la représentation de l'islam ».

Une bibliographie (à laquelle, parmi des mises à jour, on peut ajouter *Chardin le Persan* de D. VAN DER CRUYSSSE, Fayard, 1998), et un glossaire se trouvent à la fin de l'ouvrage.

Hélène DESMET-GRÉGOIRE

François GEORGEON et Paul DUMONT édés, *Vivre dans l'Empire ottoman, Sociabilités et relations intercommunautaires (xviii<sup>e</sup>-xx<sup>e</sup> siècles)*, Paris, L'Harmattan, 1997, 350 p.

Plus que par le passé, les ottomanisants vivent aujourd'hui à l'heure de l'histoire mondiale, soit européenne, soit, d'une façon encore hésitante, indienne ou même chinoise. De l'histoire européenne des années quatre-vingts et quatre-vingt-dix nous vient l'intérêt pour la micro-histoire, voire l'histoire des relations interpersonnelles, et pour une histoire sociale plus ou moins coupée de ses « racines » économiques. Pour les ottomanisants, ce n'est pas une tâche facile. Car la documentation ottomane, aussi ample qu'elle soit, néglige la vie intérieure de la société au profit des problèmes politiques et financiers. En ce qui concerne les sources de première main, les membres de la « classe politique » ottomane sont beaucoup mieux lotis que les marchands, les artisans ou les femmes de toutes les couches de la société, pour ne point parler des paysans qui, quand même, formaient l'immense majorité de la population ottomane.

Cette pauvreté des sources explique pourquoi les auteurs dont les contributions sont réunies dans ce livre s'occupent plutôt du dix-neuvième siècle que des siècles antérieurs. Pour des raisons analogues, ils se sont penchés pour la plupart sur les grandes villes balkaniques comme Istanbul et Salonique (F. Georgeon, S. Tanilli, A. Yerolympos, M. Anastassiadou, et d'une certaine façon, J. Strauss) ou sur le grand port cosmopolite d'İzmir (H. Nahum, M.C. Smyrnelis). Mais malgré cet intérêt tout à fait compréhensible pour les secteurs les plus documentés de la société ottomane, on trouve aussi des contributions sur des villes moins bien connues comme Urfa au commencement du siècle présent (H.-L. Kieser) et Adana au dix-huitième (I. Tamdoğan-Abel). Mmes Tamdoğan-Abel et Smyrnelis sont d'ailleurs seules à s'aventurer sur les sentiers à peine déblayés de la période antérieure à 1800. M.C. Smyrnelis a travaillé sur la base d'une documentation archivistique sur les résidents français d'İzmir. Quant à I. Tamdoğan-Abel, elle s'est efforcée d'employer les registres de qadi, assez peu bavards sur les non-résidents, pour dépis-

ter les rencontres qui se faisaient, le hasard aidant, dans les khans d'Adana. A. Ter Minasian s'occupe des Arméniens de l'Anatolie orientale, tandis que B. Lory traite de l'aire bulgare et M. Couroucli de la Grèce moderne. Seul l'article de Th. Zarcone, d'ailleurs relativement bref, est difficile à placer dans un cadre géographique. Peut-être est-ce à cause du fait que pour les derviches, ce qui importait était les relations de *tekke* à *tekke* dans le cadre des réseaux interrégionaux de l'ordre auquel ils appartenaient, plutôt que les solidarités régionales.

Le livre est composé de trois parties; la première porte le titre peut-être pas très bien choisi de «Entre tradition et modernité» (car quel travail sur le dix-neuvième siècle n'est pas, d'une façon ou autre, concerné par cette problématique?). Ici on trouve des travaux sur des micro-sociétés citadines comme celles des mauvais garçons d'Istanbul couchant dans les hammans, ou des gens de la bonne société de Salonique affichant leurs modernité par le tennis ou l'équitation. Mais la pièce de résistance est sans doute le grand article de F. Georgeon sur les sociabilités du ramadan à la fin du siècle dernier. Il serait futile de vouloir résumer le contenu d'un article aussi long et riche en quelques lignes. Soulignons donc la section expliquant pourquoi les nuits du ramadan n'ont que bien peu de rapport avec le carnaval des sociétés catholiques, malgré les ébats joyeux des promeneurs et le monde à l'envers montré, l'espace d'une séance, par les joueurs de Karagöz. Ce qui importe selon Georgeon, c'est que les spectateurs regardent le monde mis sens dessus-dessous par Karagöz et sa troupe sans participer eux-mêmes au jeu. Selon des observateurs aussi bien du dix-huitième que du vingtième siècle, la foule se promenant le long de Şehzadebaşı s'amusait dans le plus grand calme et sans se laisser aller «à aucun débordement carnavalesque» (p. 66).

La section suivante s'appelle «De la famille aux réseaux». Ce titre n'est pas très heureux non plus. Évidemment, la famille juive d'Izmir, d'ailleurs décrite d'une façon fine et pittoresque, les colonies étrangères de la même ville, les enfants arméniens se moquant des dignitaires du cru en jouant au khan-pacha, et les médecins, apothicaires et malades de l'hôpital d'Urfa forment autant de réseaux, familiaux ou autres. Mais que dire des fiers-à-bras d'Istanbul, dont S. Tanilli a souligné à juste titre la forte cohésion sociale, ou de la micro-société des khans d'Adana que la contribution de Mme Tamdoğan-Abel nous fait entrevoir? Et finalement, les visites des femmes grecques chez leurs voisines (et chez les saints) ne sont entreprises que parce qu'elles mettent les visiteuses en état de former un réseau. Si je ne me trompe pas, le thème majeur de tout le volume est la manière de se constituer des réseaux dans la société de l'Empire ottoman finissant, et le terme «réseau» aurait mieux convenu au titre du livre que le mot un peu passe-partout de «vivre».

Dans la deuxième section du volume, l'article de Hans-Lukas Kieser sur l'histoire de l'hôpital des missionnaires suisses à Urfa, appuyé surtout sur les publications des missionnaires eux-mêmes, me paraît d'un intérêt tout à fait particulier. Il y a de tout dans cette micro-histoire d'une institution urbaine; à côté des activités d'un membre de la première génération de femmes suisses ayant fait des études de médecine, on rencontre des échos de la «haute politique», en l'occurrence, les tentatives des missionnaires pour trouver un soutien chez les Allemands pendant la Première Guerre mondiale, quitte à redevenir des Suisses après 1918. La liste des activités de l'hôpital (qui pendant presque toute son existence, a joué de l'appui soutenu des dirigeants ottomans d'Urfa, y compris le qadi, voir p. 225), est longue: orphelinat, écoles de garçons et de filles, accueil des malades en «temps normal», et surtout, soutien aux réfugiés et déportés pendant la Première Guerre mondiale, aux Arméniens surtout, mais aussi aux Kurdes.

La troisième section de ce recueil d'articles est placée sous le vocable « communication ». En dehors des quatre articles qui s'y trouvent, on aurait aussi pu y mettre l'étude de Zarcone sur les derviches, qui, comme nous l'avons vu, fait partie de la première section. Le travail de M. Couroucli sur les femmes grecques d'aujourd'hui joue un peu le rôle de « odd (wo)man out » dans cette série de travaux sur la société ottomane tardive. Mais pour le moins, il sert à mettre en lumière la sociabilité des femmes, qui a été négligée d'une façon inexplicable, surtout dans un volume écrit en grande partie par des auteurs féminins. B. Lory, connu pour sa thèse sur le sort (ou à vrai dire, l'élimination) de l'héritage ottoman en Bulgarie, a contribué par un travail sur ce que signifiait « parler turc » dans les Balkans du dix-neuvième siècle<sup>1</sup>. On y trouve des remarques intéressantes sur des habitants des contrées balkaniques, qui apprenaient le turc pour communiquer avec les autorités. Aussi Lory reprend-il la distinction, déjà bien établie dans les travaux de Maria Todorova, entre ceux qui, souvent « leaders » officiels ou informels de leur petit monde, doivent savoir le turc, et ceux qui vivent repliés dans la société monolingue et bulgarophone<sup>2</sup>.

Mais s'il faut désigner mes deux articles favoris, c'est bien, avec celui de Georgeon, celui de Johann Strauss sur les manuels de conversation. Tous les deux traitent de sujets plaisants, à savoir des fêtes et de la conversation, d'une façon qui est très agréable à lire, « comme un roman ». L'époque où des ottomanisants s'essayaient à l'histoire quantitative paraît vraiment révolue... Les auteurs approchent leurs sujets d'une façon sensiblement parallèle, juxtaposant des analyses de textes aussi bien ottomans que non-ottomans. On dirait que ces deux articles se faisant pendant, qui sont tous les deux des monographies d'environ soixante-dix pages chacune, sont les piliers sur lesquels repose l'architecture de ce recueil.

Depuis le dix-septième siècle, les auteurs des manuels de conversation trouvaient leur public parmi les Européens tâchant d'apprendre le turc-osmanli. Inlassablement, ils publiaient livre sur livre, quitte à débiter des phrases déjà vieilles de quelques siècles comme si elles étaient toutes fraîches. Au dix-neuvième siècle, les ressources de l'imprimerie aidant, des Ottomans publièrent aussi des textes de ce genre, dont le but était de renseigner leurs compatriotes sur les règles de la bienséance. Dans ce genre de littérature, on peut rencontrer des entrecroisements inattendus; pendant qu'Ahmed Midhat déclare à ses lecteurs ottomans que la conservation policée européenne exclut tout argot, il y a des observateurs européens pour assurer que les injures sont rarissimes dans la société ottomane... Ces parallélismes nous obligent à chercher les intentions des auteurs, dont les affirmations ne sont souvent pas ce qu'elles paraissent. Pour répandre des leçons de morale, pour défendre l'ordre de la société dont l'auteur fait partie, ou même pour se conformer à des manières de penser bien établies, il a parfois paru loisible d'inventer des « observations de première main ». Le travail de Strauss nous aide à dépister des fictions de ce genre; autrement dit, l'auteur a su conjuguer les méthodes de l'historien des mentalités avec celles, plus traditionnelles, du philologue.

<sup>1</sup> Bernard LORY, *Le sort de l'héritage ottoman en Bulgarie, L'exemple des villes bulgares 1878-1900*, Istanbul, Isis, 1989.

<sup>2</sup> Maria TODOROVA, « The Ottoman Legacy and the Balkans », in *Imperial Legacy, The Ottoman Imprint on the Balkans and the Middle East*, Carl Brown éd., New York, Columbia University Press, 1996, p. 47-48.



Il ne me reste qu'à émettre quelques *desiderata*. Le livre étant conçu pour renseigner sur les activités des turcologues francophones, il est normal que la plupart des articles s'occupe de la majorité musulmane. Mais en ce qui concerne la population non-musulmane, il y a des non-dits quelque peu étonnants. L'article de Mme Ter Minassian se penchant sur des jeux d'adolescents dans l'Anatolie orientale, il n'y a rien sur les Arméniens d'Istanbul, auxquels on doit, quand même, le plus ancien roman ottoman connu aujourd'hui, sans parler d'une activité débordante et fondatrice dans l'histoire du théâtre ottoman<sup>3</sup>. Même son de cloche en ce qui concerne les communautés grecques; celle de Salonique n'est présente que comme partie de l'élite fortunée de la ville, celles d'Istanbul et d'Izmir manquant à l'appel. Ces lacunes ne sont nullement la faute des éditeurs; ces dernières années, les spécialistes de l'histoire juive nous ont fait entrevoir quelques-unes des richesses cachées dans la documentation en hébreu ou judéo-espagnol, écrite à Istanbul ou à Salonique<sup>4</sup>. Il serait temps de prospecter les archives, aussi bien privées que semi-publiques, et aussi la presse en grec et arménien. Il y a quelques années, les mémoires de Hagop Mintzuri sur le Beşiktaş d'Abdülhamid ont montré que le manque de documentation n'est pas aussi absolu qu'on l'a prétendu<sup>5</sup>. Vu le caractère cosmopolite d'Istanbul et d'Izmir à la fin de l'Empire, les recherches sur les différentes minorités concerneront non seulement les spécialistes de l'histoire grecque, juive ou arménienne, mais ceux de l'histoire ottomane tout court. Ce qui importe, c'est de préparer d'abord les différentes pièces de la mosaïque, et après, de les réunir et de les intégrer dans une image composite.

Suriya FAROQHI

Nora ŞENİ et Sophie LE TARNEC, *Les Camondo ou l'éclipse d'une fortune*, Hébraïca, Arles, Actes Sud, 1997, 324 p.

Le livre de Nora Şeni et Sophie Le Tarnec s'attache à réexaminer le parcours des Camondo—cette importante famille juive originaire de la capitale ottomane—de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (avec les premières traces de leur présence dans les archives) à la disparition complète de ses derniers descendants lors des déportations des juifs durant la Seconde Guerre mondiale; il cherche, par là même, à mettre en évidence d'une part, la lente transformation de leurs pratiques d'une philanthropie communautaire tournée vers le judaïsme à un mécénat universaliste et d'autre part, à comprendre pourquoi une famille au destin si exceptionnel durant plus d'un siècle et demi a pu être complètement oubliée après son extinction.

<sup>3</sup> Vartan PAŞA, *Akabi Hikayesi, İlk Türkçe Roman (1851)*, Andreas Tietze éd., Istanbul, Eren, 1991.

<sup>4</sup> Minna ROZEN a récemment présenté une contribution, encore inédite, sur la vie intérieure de quelques corporations d'artisans juifs à Istanbul pendant la première moitié du dix-neuvième siècle (Congrès de l'histoire économique et sociale de l'Empire ottoman, Brousse, juin 1998). Comme les documents dont elle s'occupe traitent de problèmes dont la documentation ottomane ne rend compte que rarement, c'est là une approche extrêmement précieuse.

<sup>5</sup> Hagop MINTZURI, *İstanbul Anıları, 1897-1940*, traduit par Silva Kuyumcuyan, présenté par Necdet Sakaoğlu, Istanbul, Tarih Vakfı-Yurt Yayınları, 1993.

Parce qu'ils destinaient ce livre tant au grand public qu'aux lecteurs plus spécialisés en histoire ottomane ou en histoire de la France des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, les auteurs ont su allier, avec bonheur, un style narratif vivant à la rigueur du discours scientifique ; les références aux archives variées (correspondances privées des membres de la famille, presse, archives de l'Alliance Israélite Universelle, décrets officiels du gouvernement français, archives du Musée du Louvre, archives diplomatiques occidentales, archives notariales, iconographie, etc.) utilisées dans le travail sont présentes mais sont, à juste titre, placées en fin de volume pour alléger la lecture du texte.

L'histoire même des Camondo entraîne une division du livre en deux parties implicites (qui ne correspondent pas à la division entre les différents chapitres) : la première correspond à la période ottomane de l'histoire de cette famille (c'est celle-ci uniquement qui sera analysée dans le cadre de ce compte rendu), tandis que la seconde examine le parcours en France de ses membres ; mais la période ottomane des Camondo ne s'arrête pas en 1869 lorsque tous ses membres s'installent en France : ce n'est qu'en 1894 avec la fermeture de la banque I. Camondo qu'elle s'achève définitivement.

Nora Şeni et Sophie Le Tarnec montrent bien le rôle très important joué par les Camondo dans la capitale ottomane, essentiellement durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle mais, en réalité, tout au long de ce siècle : dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, un rôle de banquier auprès de la cour ottomane et des plus hautes autorités de l'Empire, d'abord avec la création en 1802 de la maison de banque I. Camondo, et parallèlement à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, avec la participation de membres de cette famille au conseil administratif d'une des banques fondées sur le modèle occidental (la Société Générale de l'Empire ottoman) qui se développe alors dans la capitale ottomane ; les pratiques philanthropiques exercées par Abraham Salomon Camondo (1781-1873) et ses deux petits-fils au profit des juifs d'Istanbul, et d'une manière plus générale, leur contribution à la modernisation de la communauté juive de cette ville par le biais du développement d'une instruction mieux adaptée aux changements du XIX<sup>e</sup> siècle et donc par la création d'écoles dans lesquelles se pratique une éducation à l'européenne (lorsque les Camondo sont évincés de cette communauté, ils n'hésitent pas à poursuivre leur action en faveur des juifs d'Istanbul) ; enfin, leur rôle dans la réforme municipale et les aménagements urbains de la capitale ottomane à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et leur empreinte sur l'espace « physique » et matériel de cette ville. En fin de compte, les Camondo jouent pleinement le rôle de notables au sein de la capitale ottomane, tel qu'il a été décrit par R. Ilbert pour Alexandrie.

Mais ce livre a surtout le mérite de ne pas vouloir s'enfermer dans la seule analyse de l'histoire des Camondo ; des comparaisons sont esquissées ainsi entre le destin de certains membres de cette famille et celui de membres de familles ottomanes ou non, de confession juive, grecque orthodoxe ou catholique, qui résident au sein de l'Empire ottoman mais aussi en Europe occidentale ; le rôle des Camondo en faveur des juifs d'Istanbul est constamment restitué par rapport aux transformations qui touchent l'Empire ottoman (et en particulier ses communautés ottomanes non-musulmanes) au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, et il est dès lors possible d'élargir la réflexion au rôle similaire joué au sein de ces autres communautés par leurs notables, durant cette période de bouleversements ; enfin, les Camondo y apparaissent constamment inscrits dans leurs réseaux de relations : sont ainsi reconstitués certains des liens que cette famille contracte d'une part, au sein de l'Empire ottoman avec les plus importants responsables ottomans ainsi qu'avec les membres des

autres communautés présentes dans la ville (en particulier avec des Grecs avec lesquels des Camondo sont associés en affaires) et d'autre part, au-delà du monde ottoman, avec de grandes familles européennes de notables comme les Rothschild (le lecteur aimerait souvent en savoir plus sur ce que représentent vraiment ces liens pour les Camondo et ce qu'ils leur apportent dans leur vie quotidienne); cet aspect du travail confirme d'ailleurs les conclusions des études récentes consacrées au fonctionnement de la société ottomane et aux modes souples de coexistence entre ses membres, au-delà de leurs différences.

En définitive, un beau livre très agréable à lire.

Marie-Carmen SMYRNELIS

Sia ANAGNOSTOPOULOU, *Μικρα Ασια, 19ος αι-1919, Οι ελληνορθόδοξες κοινότητες. Από το μίλλετ των Ρωμιών στο ελληνικό έθνος* («Asie mineure, XIX<sup>e</sup> siècle-1919. Les communautés grecques orthodoxes. Du millet des Rhum à la nation hellénique»), Athènes, Hellinika Grammata, 1997, 729 p.

Version grecque remaniée de sa thèse nouveau régime soutenue à Paris (EHESS) en 1994, le livre de Sia Anagnostopoulou propose un panorama des communautés grecques orthodoxes en Anatolie au XIX<sup>e</sup> siècle ainsi qu'un aperçu des étapes transitoires entre le statut de *millet* rum et celui de la nation hellénique.

Composée de deux parties (huit chapitres), l'étude s'appuie principalement sur une impressionnante bibliographie—dont le lecteur ne trouvera malheureusement aucune trace en fin de volume—ainsi que sur les archives de tradition orale du Centre d'Études micrasiatiques. Parmi les sources imprimées, une place particulière a été faite aux statuts d'associations des communautés publiées pour la plupart après les années soixante du XIX<sup>e</sup> siècle. Bien que moins systématiquement, des matériaux tels que la correspondance consulaire (fonds du ministère des Affaires étrangères à Athènes; archives du ministère des Affaires étrangères à Paris et à Nantes) ont été également sollicités.

Consacrée à l'étude de l'environnement géographique et humain des communautés, la première partie s'ouvre avec un chapitre descriptif (p. 51-95), dans lequel l'auteur présente les caractéristiques climatiques et géophysiques de l'Asie mineure, la répartition des eaux ainsi que les réseaux routiers et ferrés.

Dans le deuxième chapitre (p. 97-133), l'auteur se propose de cerner «l'environnement humain» des communautés grecques orthodoxes. Elle constate, tout d'abord, la misère, malgré les Réformes, dans laquelle vivaient les populations de l'arrière-pays et insiste sur la différence de niveau et de qualité de vie entre les populations de l'intérieur et celles installées près des côtes. En second lieu, elle observe que le commerce, l'industrialisation ainsi que les tramways, l'eau potable, l'électricité, le gaz, le téléphone ont contribué notablement au changement de l'aspect des villes et villages, mais admet néanmoins qu'une infime partie seulement de la région étudiée (Istanbul, Smyrne, Adana, Bursa, Trabzon) en a vraiment bénéficié. Troisième axe du chapitre: les phénomènes démographiques et leur impact sur l'environnement humain. Dotée d'une population clairsemée, l'Asie mineure du début du XIX<sup>e</sup> siècle donne l'impression d'un pays désert. Un siècle plus tard, la politique de repeuplement suivie au cours des Tanzimat aura per-

mis une augmentation spectaculaire du nombre d'habitants. Dans cette section, l'auteur compare l'évolution démographique des zones littorales à celle de l'intérieur et remarque que les mouvements de populations musulmanes depuis la Roumélie vers l'Anatolie ont sérieusement modifié l'équilibre démographique et affaibli la présence grecque orthodoxe dans cette partie de l'Empire.

Ensuite (chapitre 3, p. 135-188), l'auteur décrit la répartition à travers l'espace micrasiatique des communautés grecques orthodoxes. L'étude de trois zones géographiques (le Pont, les côtes ouest et la Cappadoce) débouche sur un résultat connu : les Grecs sont plus nombreux sur les côtes et le long des voies ferrées ; ils se font de plus en plus rares à mesure que l'on s'éloigne de la région de Smyrne, en direction de l'arrière-pays.

Le dernier chapitre de la première partie (chapitre 4, p. 189-264) étudie l'évolution démographique des communautés grecques orthodoxes en Asie mineure. Ici, l'auteur propose un survol rapide de l'histoire de l'émigration grecque vers l'Asie mineure depuis le XIII<sup>e</sup> siècle. Ce chapitre consacré à la démographie réserve aussi une place à l'étude de la propriété agricole des Rum. À côté d'un inventaire des grands *çiftliks* grecs qui permet de constater que ceux-ci étaient, dans leur quasi-totalité, situés près des côtes, l'arrière-pays étant resté entièrement entre les mains des musulmans, l'auteur s'intéresse aussi au profil des petits propriétaires terriens.

Intitulée « l'environnement politique et "national" des communautés », la deuxième partie comprend également quatre chapitres. Dans cette partie, il est question du cadre politique ottoman et de l'insertion du *millet rum* (XIX<sup>e</sup> s.-début XX<sup>e</sup> s.) (chapitre premier, p. 271-417) ; des mécanismes d'intégration du *millet rum* dans l'ensemble « national » représenté par l'État hellénique (chapitre 2, p. 419-452) ; de l'impact de la révolution jeune-turque sur l'évolution du *millet grec* orthodoxe (1908-1914) (chapitre 3, p. 453-520). Enfin dans un dernier chapitre (chap. 4, p. 521-553), l'auteur étudie le processus de « désottomanisation » de la société et de l'espace ainsi que, parallèlement, l'application par le pouvoir jeune-turc d'une politique « turque ».

Ce sont surtout les thèmes abordés dans le premier chapitre de la deuxième partie (p. 271-417) qui méritent de retenir l'attention. L'auteur se penche notamment sur les rapports du Patriarcat avec son *millet* et avec le pouvoir ottoman. Elle traite aussi de la mise en place d'une nouvelle éducation d'esprit laïque offerte aux enfants rum à l'initiative en particulier de l'*Hellinikos Filologikos Syllogos* de Constantinople. Elle s'intéresse encore à la « grande bourgeoisie grecque orthodoxe » d'Istanbul et à l'émergence d'une couche moyenne constituée d'Hellènes installés en territoire ottoman. Cette population de Grecs orthodoxes dotés de la nationalité hellénique et bénéficiant à ce titre des Capitulations fait l'objet d'une analyse particulière et constitue un des points forts du chapitre. Par ailleurs, ce chapitre examine le fonctionnement des communautés et archevêchés orthodoxes dans l'espace ottoman et présente, à titre d'exemple, les structures des communautés grecques de Smyrne, Aydın, Bursa ainsi que celles de quelques communautés de l'intérieur.

Le chapitre 2 de la deuxième partie est consacré au problème de la concurrence entre Athènes et Constantinople. L'auteur y constate l'affaiblissement progressif du pouvoir du Patriarcat sur le *millet* des Rum au profit d'une nouvelle autorité, l'État grec, et étudie la présence diplomatique hellénique en Asie mineure ainsi que l'hellénisation des communautés.

Au sein d'une historiographie grecque qui, jusqu'à présent, n'a montré qu'un intérêt limité à l'égard de l'hellénisme hors des frontières de la Grèce d'aujourd'hui, cet ouvrage constitue assurément un tournant important. L'utilisation abondante de travaux en turc,

inaccessibles à la plupart des historiens grecs, mérite d'être particulièrement soulignée. En mobilisant ces matériaux pour sous-tendre son travail, l'auteur parvient à replacer son objet d'étude, le *millet* des Rum, dans le contexte ottoman et échappe ainsi à la partialité à laquelle conduit forcément la consultation exclusive d'archives communautaires.

Toutefois, ce livre appelle quelques réserves sur la forme mais aussi, plus sérieuses, sur le fond.

On peut regretter tout d'abord l'absence d'une bibliographie en fin de volume. Certes, les références bibliographiques ne manquent pas : elles sont regroupées dans les notes situées en fin de chaque chapitre. Cette façon de procéder est cependant fort incommode. Il aurait été préférable de sacrifier quelques-uns des documents reproduits en annexe (p. 555-697) et de consacrer les pages ainsi récupérées à une bibliographie en bonne et due forme. En second lieu, la première partie aurait beaucoup gagné en lisibilité, si l'auteur avait accompagné son texte de quelques cartes. Le long panorama géographique de la première partie (264 p.) n'est illustrée que de trois documents cartographiques. Deux d'entre eux ne sont ni datés ni identifiés ; le troisième est une reproduction tirée de la *Turquie d'Asie* de Vital Cuinet. L'absence de cartes est particulièrement gênante lorsque sont traités des thèmes impliquant une représentation précise de l'espace géographique concerné. C'est ainsi par exemple qu'un support cartographique aurait été fort bien venu dans la section consacrée à la répartition de la propriété agricole des Grecs.

En ce qui concerne le fond, la question qui se pose surtout est de savoir si ce travail constitue une contribution véritablement novatrice pour notre connaissance des communautés grecques orthodoxes en Asie mineure. En effet, l'ouvrage s'appuie principalement sur des matériaux de seconde main et se présente pour l'essentiel comme un travail de synthèse. L'auteur a certes eu accès à des archives inédites, mais sans chercher à les placer au cœur de son étude. Il est frappant par exemple de constater que le chapitre concernant l'évolution démographique puise largement dans les récits de voyageurs et dans les rapports consulaires, alors que l'auteur, qui semble avoir eu la possibilité de consulter des matériaux en langue turque, aurait pu, de manière bien plus profitable, recourir aux statistiques démographiques ottomanes, notamment à celles publiées dans les annuaires de l'administration provinciale (*salname*). De même, les pages consacrées à l'organisation communautaire ne se fondent que rarement sur des documents non publiés. Il faut néanmoins mettre au crédit de l'auteur d'avoir interrogé quelques statuts de communautés, tout en sachant qu'il s'agit de textes qui nous renseignent sur la déontologie et les objectifs que se fixe un corps communautaire, mais ne nous apprennent rien sur le réel fonctionnement de celui-ci.

Dans un autre ordre d'idées, il convient de signaler que l'abondance de notes très volumineuses gêne quelque peu la lecture. Bon nombre d'informations sont placées en fin de chapitre, alors qu'il aurait été souhaitable qu'elles viennent soutenir, à l'intérieur même du texte, l'argumentation de l'auteur. Cette façon de procéder donne parfois au lecteur l'impression d'avoir affaire à une succession d'affirmations dépourvues de démonstration préalable.

D'une lecture malcommode, l'ouvrage de S. Anagnostopoulou constitue néanmoins, tout bien considéré, un utile travail de synthèse qui présente l'état des connaissances actuelles sur l'histoire des communautés grecques orthodoxes en Asie mineure. Cette synthèse était nécessaire. Il faut savoir gré à l'auteur de s'être attaquée à une tâche aussi considérable. Il reste à présent aux jeunes historiens qui explorent les mêmes domaines de

recherche— et dont le nombre ne cesse de croître— de poursuivre le travail ainsi entamé en utilisant les archives devenues accessibles.

Meropi ANASTASSIADOU

Selim DERİNGİL, *The Well-Protected Domains, Ideology and Legitimation of Power in the Ottoman Empire, 1876-1909*, Londres-New York, I.B. Tauris, 1998, XI + 260 p.

*Memalik-i Mahruse* « les domaines protégés » : cette expression, qui, parmi d'autres, a été utilisée par les Ottomans pour désigner leur empire, fournit à Selim Deringil le titre de l'ouvrage qu'il a consacré à l'idéologie et à la légitimation du pouvoir dans l'Empire ottoman de 1876 à 1909. Curieusement, l'auteur ne justifie pas ce titre, et le lecteur— qui n'est pas forcément un spécialiste de l'histoire ottomane — devra attendre la page 42 pour comprendre de quoi il retourne. Pourtant, en rappelant d'emblée la prétention du pouvoir central ottoman à assumer jusqu'au bout la protection de ses « possessions »— alors même que celles-ci avaient depuis longtemps cessé d'être bien « protégées »—, Deringil met l'accent sur ce qui fait la matière même de son livre : l'idéologie politique.

L'idée maîtresse autour de laquelle s'articule l'ouvrage, c'est que, à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, à mesure que l'État ottoman se modernise (les réformes des *Tanzimat*), l'Empire traverse une « crise de légitimité ». Une crise que les élites ottomanes vont essayer de résoudre en mobilisant davantage les provinces, en cherchant « la bonne fréquence » (*fine tuning*) pour être en phase avec les populations de l'Empire. Mais une crise qui a aussi une dimension extérieure, comme en témoignent les efforts entrepris pour faire admettre l'État ottoman comme acteur dans le système mondial. Deringil a choisi d'étudier ces problèmes sous le règne du sultan Abdülhamid II (1876-1909), à une époque où il devient plus urgent que jamais (défaite contre la Russie, impérialisme, crise arménienne, etc.) de résorber le « déficit de légitimité ».

Pour l'essentiel, le livre de Deringil est fondé sur l'exploitation d'archives provenant du fonds de Yıldız au Başbakanlık. Son grand mérite est de faire pénétrer le lecteur au cœur du pouvoir ottoman, de montrer le processus de prise de décision, et, plus largement, de révéler la vision du monde des élites politiques ottomanes.

Dès l'introduction, le lecteur est prévenu de l'esprit dans lequel l'auteur a entrepris cette recherche. Renvoyant dos à dos « détracteurs » kémalistes et « admirateurs » islamistes du sultan Abdülhamid et de son règne, Deringil récuse en même temps le paradigme « exotique », « orientaliste », ou, si l'on veut, la vision « essentialiste » d'un Empire ottoman qui serait, par nature, différent des autres formations étatiques. Bien au contraire, sa thèse est que la politique hamidienne constitue un « processus d'ajustement impérial » aux conditions nouvelles de l'époque (la modernisation, la domination de l'Europe, les nationalismes, etc.), un processus qui, selon lui, n'est pas propre aux Ottomans, mais comparable à des degrés divers à l'évolution des autres empires.

Deringil commence par traiter le développement spectaculaire de la symbolique politique à l'époque d'Abdülhamid ; cela va de la diffusion des « armes » de l'État jusqu'aux formules réitératives du langage administratif en passant par les cérémonies publiques, la distribution de décorations, les « lieux de mémoire » de la monarchie ottomane, etc.

L'auteur analyse ensuite ce qu'il appelle « l'ottomanisation de la *Şeriat* », c'est-à-dire l'instrumentalisation de l'islam (renouveau du califat, protection du Hedjaz et des lieux saints, recours au soufisme militant) : il s'agit d'inculquer la doctrine sunnite dans sa version hanéfite en s'efforçant de « corriger les croyances » (*tashih-i akaid*) de ceux qui s'en écartent. Vient ensuite l'un des chapitres les plus neufs de l'ouvrage, consacré à la politique de conversion : pièce maîtresse de cette volonté de « renforcement idéologique » elle vise à amener ou à ramener à l'orthodoxie des populations marginales (sectes hétérodoxes, nomades, bédouins, etc.), à la fois pour des raisons démographiques (augmenter le nombre des musulmans), militaires (étendre la conscription), fiscales (accroître les rentrées d'impôts) et sécuritaires (renforcer les zones sensibles à majorité chiite, les régions frontalières). Deringil montre, à propos des Yézidis, le type d'action entrepris par l'État ottoman : une série de « campagnes » de conversion à l'islam entre 1891 et 1893, alternant méthodes « douces » et moyens coercitifs. Parmi ces « méthodes douces » (*vesait-ileyine ve mutedile*) figure en première place le développement scolaire, conçu par les élites ottomanes de la fin du siècle comme « la réponse à tous les maux », comme le moyen principal pour « civiliser » et fidéliser ces populations marginales.

Si l'État ottoman exerce une forte pression idéologique sur ces populations, c'est aussi parce que celles-ci se trouvent de plus en plus exposées à la présence des missionnaires chrétiens—en particulier des protestants américains. Deringil consacre à la réaction ottomane à ce phénomène un chapitre particulièrement instructif. Comme il le montre bien, les dirigeants ottomans et les missionnaires visaient le même objectif : constituer une clientèle de gens instruits par le biais de l'école. Ce que redoutait l'État ottoman dans l'action missionnaire, ce n'était pas tant des conversions massives de musulmans que la concurrence à travers l'enseignement ; les Ottomans avaient conscience que pour lutter efficacement sur ce terrain, il leur fallait offrir des écoles capables de rivaliser avec les établissements missionnaires. Les deux derniers chapitres sont consacrés au problème de l'image des Ottomans au dehors. Deringil analyse les efforts de contre-propagande pour répondre aux attaques et aux critiques dont l'Empire fait l'objet, et les tentatives pour projeter au dehors une image positive (propagande par la photographie, participation aux expositions universelles, etc.).

Comme on le voit, l'ouvrage de Deringil aborde une foule de problèmes importants. Ne se voulant pas systématique, il n'a pas réponse à tout, mais il laisse « ouvertes » de nombreuses questions. Je me contenterai ici d'en relever quelques-unes<sup>1</sup>.

Une première question a trait à la chronologie. On constate que, dans leur grande majorité, les documents qui servent de base aux analyses de Deringil concernent la décennie 1890. Soit une dizaine d'années seulement sur les trente-trois ans du règne d'Abdülhamid. On est donc amené à se poser la question : est-ce un reflet de la documentation, ou bien est-ce que cela révèle une politique plus systématique durant ces années, comme je serais personnellement tenté de le croire ? Tout n'est pas nouveau dans les phénomènes analysés par Deringil ; par exemple, ce n'est pas la première fois que l'État ottoman tente de remettre les Kızılbâş dans le droit chemin. Mais ce qu'il y a de nouveau à mon sens, c'est qu'à partir, en gros, de 1889-1891, les dirigeants ottomans cherchent à mettre en œuvre une politique générale et systématique de « renforcement

<sup>1</sup> Il faut regretter un trop grand nombre de fautes d'impression. Signalons en outre deux erreurs de localisation : Manastir se trouve en Macédoine (et non en Grèce du Nord), et Ta'if, où Midhat pacha fut incarcéré, est une ville du Hédjaz (et non du Yémen).



idéologique ». Mais que se passe-t-il après 1900 ? Ces efforts ont-ils été poursuivis ou bien abandonnés ?

Cela m'amène à une autre question : cette crise de légitimité a-t-elle finalement pu être résorbée ? Ou pour dire les choses autrement, cette politique de « renforcement idéologique » a-t-elle porté ses fruits ? Questions auxquelles il est évidemment très difficile de répondre. Certes, les archives utilisées sont très éclairantes sur les intentions, les projets, les hésitations, les choix, les prises de décision au sein des élites politiques ottomanes ; de ce point de vue, elles répondent bien au thème de l'idéologie. Mais il est vrai que l'on voudrait parfois aller plus loin et savoir, par exemple, si ces envois d'oulémas pour prêcher la bonne parole, pour « corriger les croyances », ont réellement eu lieu et s'ils ont abouti à un quelconque résultat sur le terrain. Et de même pour l'effort scolaire. On voudrait savoir aussi si la mise en pratique de cette politique ne s'est pas heurtée à certaines difficultés, notamment financières. Sur ce plan, le lecteur reste un peu sur sa faim.

Ma dernière remarque a trait au contexte politique du règne de Abdülhamid. Il me semble que Deringil n'accorde pas suffisamment d'attention à la nature du régime hamidien. Pourtant des phénomènes comme le recentrage du pouvoir sur la personne du sultan, venant après ce qu'İlber Ortaylı a appelé « le siècle de la Sublime Porte », la resacralisation de la fonction sultanienne (à travers le thème du califat qu'aborde d'ailleurs Deringil), le virage autoritaire du régime avec l'établissement de la censure et l'usage de la délation, tout cela a à voir avec la « consolidation idéologique » que l'on ne peut réduire à un problème « d'ajustement impérial ». Il est remarquable, par exemple, que le durcissement de la censure après 1889 coïncide avec la mise en œuvre de ce qui apparaît comme la volonté d'une sorte de « reconquête intérieure ».

Mais, au total, ces quelques remarques n'enlèvent rien à la valeur d'un ouvrage stimulant qui suscitera, à n'en pas douter, de multiples recherches.

François GEORGEON

Meropi ANASTASSIADOU, *Salonique, 1830-1912. Une ville ottomane à l'âge des Réformes*, Leyde-New York-Cologne, Brill, 1997, XI + 465 p.

À l'origine, une thèse de doctorat soutenue à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales en 1995. L'auteur a ajouté au texte original un chapitre sur les répercussions des événements sur la capitale macédonienne (« La ville dans la tourmente balkanique »), et cela nous vaut un ouvrage qui représente une contribution de valeur, non seulement à l'historiographie salonicienne, mais également, plus généralement, à l'histoire urbaine de l'Empire ottoman.

La première partie dresse un tableau de la Salonique à la veille des réformes des Tanzimat, une ville encore modeste, enserrée dans ses murailles, au paysage urbain marqué surtout par les édifices religieux, mais dotée d'un port actif. Cité plurielle, s'il en est, dont l'auteur passe en revue les différentes communautés ethnico-religieuses. Comme la plupart de ses consœurs ottomanes, Salonique vit sous les menaces, celle du manque d'eau, celle des incendies, celle des maladies (peste, choléra, mais aussi malaria).

Dans la deuxième partie, l'auteur se place une soixantaine d'années plus tard, à la veille de la conquête grecque de 1912, qui marque la fin de la Salonique ottomane, pour

observer « le nouveau visage » de la ville. Et de fait, les changements apparaissent spectaculaires. Sous l'effet du dynamisme économique, des progrès de l'hygiène, des phénomènes migratoires, la population salonicienne a triplé, poussant le tissu urbain à s'étendre au-delà des limites traditionnelles, dans des faubourgs nouveaux, à caractère populaire à l'ouest, plus résidentiel à l'est. Dans le même temps, un urbanisme moderne est à l'œuvre : démolition des murailles, construction d'un port moderne, aménagement des quais, élargissement des rues, développement des services publics (eau potable, gaz de ville) et des transport (tramway, chemin de fer). L'auteur passe ensuite en revue les édifices qui apportent une touche de modernité dans le paysage urbain, les écoles, les banques, les cafés et les hôtels, les magasins, les usines.

Ces deux cents premières pages ne bouleversent pas notre connaissance de Salonique, mais elles apportent une information claire, précise, nuancée sur les transformations de la cité macédonienne. Nous serions bien heureux d'avoir l'équivalent pour d'autres grandes villes ottomanes !

Après avoir campé le décor salonicien et pris la mesure de ses changements, l'auteur plonge au cœur de la société salonicienne dans les deux dernières parties—consacrées à l'environnement domestique et à la structure socio-professionnelle de Salonique—qui constituent l'apport le plus neuf de son ouvrage. Elle sait tirer un parti remarquable de sources difficiles, notamment les *tereke* (inventaires après décès), évitant le piège de la généralisation à partir d'un échantillon forcément restreint, pour mettre l'accent sur des profils d'individus, sur des itinéraires d'« anonymes », sur des « bilans de vie », ce qui nous vaut des croquis suggestifs du paysage humain salonicien. Utilisant toujours la méthode « contrastive » elle poursuit la comparaison entre la ville du début des Tanzimat et celle du début du siècle. On mesure ainsi à la fois les persistances et les changements ; si en l'espace d'un demi-siècle, les structures démographiques n'ont guère bougé (en particulier le modèle de la famille nucléaire), par contre, les modes et les niveaux de vie ont évolué ; encore importants à l'époque des Tanzimat, les activités et les espaces ruraux se sont réduits, la « citadinité » a progressé ; les intérieurs saloniciens, qui étaient uniformément modestes, se sont différenciés, le fossé s'est creusé entre les catégories sociales.

L'auteur dresse ensuite un tableau de l'artisanat et du commerce traditionnels de Salonique vers 1840, en étudiant les différents corps de métier, la répartition des activités professionnelles en fonction de l'appartenance ethnique, la dispersion géographique des échoppes et des ateliers. Soixante ans plus tard, le monde du travail s'est considérablement diversifié. Des pans entiers de l'artisanat traditionnel—le travail du cuir, les textiles—sont en déclin, mais d'autres secteurs font preuve de dynamisme, le développement de l'industrie et des activités « tertiaires » a entraîné la formation de nouvelles couches sociales (prolétariat ouvrier, cols blancs, professions libérales). L'auteur termine son panorama de la société par un tableau vivant du « beau monde » salonicien sur lequel il existe une documentation considérable.

Le sous-titre de l'ouvrage, « une ville ottomane à l'âge des réformes » indique parfaitement le propos de l'auteur. Sans oublier ce qui fait la spécificité du cas salonicien, à savoir l'importance de la communauté juive (près de la moitié de la population), et le voisinage de l'Europe—plus proche encore grâce à la navigation à vapeur et aux chemins de fer—, l'auteur prend bien soin de le replacer dans l'ensemble des grandes villes de l'Empire ottoman. Même si certaines sources portent l'éclairage sur telle ou telle communauté (par exemple les *tereke* pour la communauté musulmane), l'auteur prend la ville dans son ensemble, à bras-le-corps. Ses analyses amènent à nuancer sérieusement la

vision traditionnelle d'une ville orientale corsetée dans un « système » des *millet* très rigide : l'étude de l'artisanat et des métiers, par exemple, révèle plus de fluidité entre les différentes communautés et entre les quartiers « ethniques ». Elle montre aussi comment la modernisation entraîne l'apparition de nouveaux clivages sociaux qui interfèrent peu à peu avec les clivages ethniques, sans pour autant les supprimer. Elle insiste aussi sur le fait que la modernisation ottomane est surtout une « vitrine », derrière laquelle se cache une certaine stagnation et un certain immobilisme.

« À l'âge des réformes ». La formule qu'elle utilise dans le sous-titre laisse entendre que la volonté réformatrice des dirigeants ottomans a été déterminante dans la modernisation de Salonique. Sur ce point, il faut reconnaître que la méthode adoptée par l'auteur—si elle a l'avantage de permettre de mesurer les transformations urbaines et leurs limites—rend compte d'une manière moins nette des rythmes et des agents de ces transformations. Depuis les grands incendies, comme celui de 1890, jusqu'à l'action énergique de certaines personnalités, comme les Allatini, il y a toute une somme de facteurs qui ont fait évoluer Salonique. Mais quel a été le rôle de l'administration ottomane ? La question court tout au long de l'ouvrage. L'auteur paraît hésiter sur la réponse ; tantôt, elle le juge « déterminant » et tantôt elle évoque un simple « coup de pouce ». Sans doute faudrait-il, pour y voir plus clair sur ce point, se plonger dans les archives de la municipalité, actuellement en cours de classement. À lire *Salonique, 1830-1912*, on a pourtant le sentiment que ce sont les dynamiques créées par la multiplication des contacts avec l'Occident qui ont joué le rôle principal dans la modernisation de la grande cité macédonienne : Salonique à l'âge des réformes, ou Salonique au temps de l'ouverture ?

Au total, un ouvrage qui se recommande autant par la qualité de sa rédaction que par la richesse d'une documentation parfaitement maîtrisée.

François GEORGEON

Hasan KAYALI, *Arabs and Young Turks, Ottomanism, Arabism and Islamism in the Ottoman Empire 1908-1918*, University of California Press, 1997, 292 p.

Dans son introduction, l'auteur part d'une remarque du regretté Albert Hourani : nous avons des connaissances sur ce que les Britanniques pensaient des Arabes, sur ce que les Arabes pensaient des Britanniques et des Turcs, en particulier sur ceux du Comité Union et Progrès, mais on n'a rien sur ce que les Turcs pensaient des Arabes. Répondre à cette question est le projet de l'auteur. Mais il le limite immédiatement à l'étude des politiques ottomanes à la fin de l'Empire. En réalité, comme le montrent les références utilisées, Kayali utilise tout aussi bien les sources archivistiques britanniques, autrichiennes qu'ottomanes et la lecture du livre entraîne une certaine déception. Il ne s'agit que d'une nouvelle étude, excellente au demeurant, des relations arabo-turques depuis le début du règne d'Abdul Hamid jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. Le fil directeur qu'aurait été la définition précise des interactions entre les deux mouvements nationaux n'est pas suivi.

La raison profonde de cet aspect des choses réside dans la méthodologie utilisée. Bien que solidement assurée sur une vaste enquête archivistique, elle ne prend pas vraiment en compte la culture politique des provinces arabes à l'époque hamidienne et durant la

période jeune-turque. Les dynamiques d'évolution et les cadres mentaux dans lesquels évoluent les acteurs de cette histoire ne sont pas mis en avant et l'on en reste à une perspective factuelle et externaliste.

Néanmoins, si ces réserves expriment une déception par rapport au projet initial, le livre de Kayalı est une contribution utile et bien menée sur un sujet où il existe déjà une vaste littérature, aussi bien ancienne que récente. On appréciera en particulier le premier chapitre sur la participation des Arabes au mouvement jeune-turc à l'époque hamidienne avec la mise en valeur de l'importance d'une personnalité comme celle de Khalil Ghanem, un de ces inconnus de l'histoire qui mériterait une étude complète. Jusqu'en 1908, les Arabes ne constituent pas un facteur important dans la définition du programme politique des Jeunes-Turcs. Il existe bien une opposition arabe au régime hamidien, mais elle se définit par un attachement aux idées libérales compatibles avec les revendications des jeunes-Turcs.

L'auteur montre bien que durant la première période constitutionnelle (1908-1909), les forces politiques arabes restent profondément attachées à l'ottomanisme en dépit d'une déception croissante provoquée par la politique du Comité Union et Progrès (CUP). Elles sont prises dans une contradiction puisqu'elles s'opposent aux efforts de centralisation de la capitale tout en demandant l'accroissement des fonctions de l'État en particulier dans le domaine de l'éducation et de la sécurité publique. Avec justice, Kayalı montre que l'on ne peut parler de politique de turquification mais plutôt de centralisation pour les années suivantes. La participation croissante d'éléments arabes dans les forces politiques revendiquant la décentralisation ne signifie pas un rejet de l'idéal ottoman mais simplement une opposition à l'autoritarisme du CUP. Ce dernier comprend la nature du défi et infléchit son programme par l'adoption d'un vocabulaire politique plus islamique à partir de 1913.

La question de la centralisation est abordée par une précieuse étude sur la politique ottomane dans le Hedjaz de 1908 à 1914 : grâce au chemin de fer du Hedjaz, le pouvoir central renforce sa position et fait du chérif Hussein l'instrument de sa politique de pénétration en Arabie centrale.

La dernière partie consacrée aux années de guerre est assez peu novatrice.

Dans sa conclusion, l'auteur maintient que l'ottomanisme reste la référence essentielle durant toute cette période pour les Turcs et les Arabes et que l'on ne peut pas vraiment parler de nationalisme pour les deux peuples. Ce qui échoue entre 1908 et 1914 c'est un programme de sécularisation de l'État. À la veille de la guerre, l'Islam est redevenu la principale référence politique comme à l'époque d'Abdul Hamid et pour les mêmes raisons (pertes de territoires balkaniques et diminution de la proportion de non-musulmans dans la population totale).

Ce n'est pas le lieu ici de refaire cette histoire. Le recenseur se contentera ici d'admettre qu'un ottomanisme décentralisateur est bien le courant dominant de la pensée politique arabe à la veille de la guerre mais que Kayalı ne prend pas vraiment en compte l'importance de la rupture de 1908. La révolution jeune-turque fonde une vie politique intense dans les provinces arabes et par là même permet la constitution d'une classe politique et intellectuelle arabe qui sera à l'origine de tous les mouvements postérieurs à la chute de l'Empire ottoman. Cette classe politique est loin d'être homogène, bien qu'elle puisse être définie par un caractère commun : un certain niveau d'éducation, aussi bien traditionnelle que moderne. Les aînés sont en général fidèles à l'ottomanisme tandis que les plus jeunes le contestent. L'essentiel réside dans le sens donné à la décentralisation. Pour les notables en place, elle ne doit que confirmer la première place que leur a accordée paradoxalement la révolution de 1908 : en introduisant le système parlementaire, le

CUP a été contraint de reconnaître la primauté des grands notables qu'Abdul Hamid avait au contraire rejetés dans l'ombre. En ce qui concerne la seconde composante de la classe politique, la jeunesse à talents issue aussi bien des familles de notables que de la classe moyenne, la frustration envers le régime jeune-turc a tourné à une revendication des places dans l'administration. Il s'agit là d'une exigence qui tend à transformer la décentralisation en régime d'autonomie. Or les exemples balkaniques sont là pour montrer que l'autonomie n'est qu'une étape sur une voie inexorable vers l'indépendance.

En 1914, la dynamique créée par la révolution de 1908 est fort loin de s'être épuisée en dépit de l'attachement proclamé envers l'idéal ottoman. La guerre mondiale qui prend par surprise les provinces arabes va accélérer le processus débouchant sur l'affirmation du nationalisme arabe, souvent en dépit des intentions conscientes des acteurs, d'où le fait que la rupture de l'unité ottomane ne se fera pas sans déchirements intérieurs.

Ces réserves faites, qui sont plutôt d'ordre interprétatif, le recenseur ne peut que redire que le livre de Kayalı est un excellent travail qui apporte une contribution utile à une historiographie déjà considérable en qualité comme en quantité.

Henry LAURENS

Gunnar WIESSNER, *Hayoths Dzor-Xavasar: Etnische, ökonomische und kulturelle Transformation eines ländlichen Siedlungsgebiets in der östlichen Türkei seit dem 19. Jahrhundert*, Wiesbaden, Dr. Ludwig Reichert Verlag, 1997, 260 p., photos.

Hayoths Dzor, "Valley of the Armenians", is the Armenian name of the fertile district through which the lower Xoşab river passes before discharging into Lake Van; Xavasar is its name in the Kurdish of its present inhabitants. Recent Turkish maps refer to it as Dönemeç Çayı/Deresi. In the 19th century the population of its 42 villages was largely Armenian, with a relatively small minority of *yerli* Kurds. A small fraction of its present inhabitants are the islamised descendants of local Armenians, another fraction are Kurds of *yerli* origin, but most are immigrants, either Kurdish *mühacir* from the Yerevan region (the Bruki tribe), who started arriving in 1919 and who presently constitute the largest group, or tribespeople as well as some non-tribal Kurds originating from neighbouring districts.

Wiessner's book is a detailed study of the political, demographic, social and economic history of this district, based on oral information collected during a number of field visits from 1989 to 1993 and on a wide range of written sources. In addition to missionary and (British) consular reports on the region and the relevant Turkish materials, Wiessner makes extensive use of Russian and Armenian sources. His command of the latter two languages and his discovery of much relevant material in them constitutes perhaps the chief strength of this work.

He shows that gradual Kurdish immigration into the district was already taking place well before the events of 1895/96, and that the nature of the relations between Armenians and Kurds in the valley varied much, depending on the social and economic status of these Kurds. By appealing to the Ottoman authorities and the British legation in Van, Armenian villagers could in some cases get redress for injustices at the hands of Kurdish

chieftains. The years 1895 and 1896 brought attacks on and looting of Armenian villages, resulting in the flight of many and the impoverishment of those who remained. In 1915 the Armenian population was further reduced by mass executions (in some villages by the army, elsewhere by Kurdish chieftains, whereas in other villages yet Kurds protected “their” Armenians), actual battles between police, Kurdish tribes and Armenian revolutionaries, and flight. During the following Russian occupation, there were still several thousand Armenians in the valley, but these fled when the Russians retreated and the Turkish army reoccupied the region in 1918.

The disappearance of the Armenians is not the sole, or even the major, subject of this study. The largest part of the book deals with developments *after* 1918: later population movements (with sensitivity to the heterogeneity of the Kurdish population), changes in agricultural and pastoral practices, the impact of state-level politics (in the form of elections) on the social and political structure of the region (where the major tribes are each affiliated with a specific political party), and the effects of the guerrilla war waged by the PKK.

Comparing the available data on the volume of production of the various crops over the years, Wiessner concludes that there was in this respect a surprising continuity from the 19th century until the 1960s (viniculture constitutes an exception; the cultivation of grapes, even for sale in the fruit market of Van, is, in the local view, unacceptable for Muslims). Wiessner notes more continuities, from the use of Armenian foundations for rebuilt houses and the persistence of Armenian toponyms in local usage to the visitation of the same sacred sites (*ziyaret*). The great changes in the social and economic life of the valley took place much more recently and are the consequences of mechanisation, industrialisation and mass education on the one hand and the rise of Kurdish nationalism among the young generation on the other. The negative effects of the guerrilla war on the valley’s economy also receive brief mention.

Wiessner’s book is the most detailed micro-history of a relatively small district in Turkey that I am aware of. The complexities of the process of ethnic change are clearly brought out in his case studies of resettlement and ethnic heterogeneity of the people of this single valley. This study is a welcome addition to the literature on Turkey’s modern history as well as the rural sociology and the politics of ethnicity in the country.

Martin VAN BRUINSEN

Jacques THOBIE, Roland PÉREZ et Salgur KANÇAL éds, *Enjeux et rapports de force en Turquie et en Méditerranée orientale*, IFEA, coll. *Varia Turcica* XXVII, Paris, L’Harmattan, 1996, VIII + 489 p.

«Plus on est de fous, plus on s’amuse», prétendent d’aucuns. Ce volume, issu d’un colloque organisé en 1993 par le Groupement de recherche *Industrialisation et rapports de force en Turquie et au Moyen-Orient* (GDR 832 du CNRS), rassemble trente et une communications, mais fait mentir le dicton. Le nombre, ici, ne sert guère de terreau à la fantaisie. De bout en bout, y domine le sérieux de la recherche bien conduite, solidement ancrée dans les sources disponibles, soucieuse d’exactitude. Toutefois, empressons-nous de souligner que sérieux n’est pas synonyme de fastidieux ou d’ésotérique. La plupart des

textes réunis dans l'ouvrage traitent de questions importantes, voire fondamentales, et proposent, sous une forme claire, une information complète et des analyses pénétrantes. Cela dit, c'est bien des *Actes* d'un colloque qu'il s'agit. C'est dire que le lecteur doit s'accommoder, *volens nolens*, d'une grande diversité d'approches et de la cohabitation de plusieurs disciplines. Le GDR 832 a toujours eu un faible pour l'interdisciplinarité. Le cru 1993 n'échappe guère à la règle : il se présente comme le résultat des efforts conjugués de géographes, de politologues, d'historiens, d'économistes, de sociologues et même d'un spécialiste de l'histoire littéraire. Le résultat fait un peu fourre-tout, mais chacun est libre de n'y prendre que ce qui l'intéresse.

Pour faciliter le parcours du lecteur, les éditeurs ont néanmoins regroupé les trente et une contributions du volume en quatre grandes parties. D'abord trois textes présentés comme introductifs, mais en réalité passablement divergents, dus à Jacques Thobie, Roland Pérez et Nur Vergin. La deuxième partie, consacrée au poids des ressources naturelles dans les rapports de force, constitue déjà un ensemble plus substantiel, avec six communications qui totalisent une centaine de pages. Viennent ensuite plus de deux cents pages—douze articles—qui, sous un titre général assez flou (« Conquête des marchés et atouts pour une stratégie régionale ») traitent de questions aussi diverses que le commerce européen à Smyrne au XIX<sup>e</sup> siècle, l'impact du commerce régional sur le développement économique des pays de la Méditerranée orientale, la prostitution dans les mégalopoles ou l'essor de l'édition turque après 1980. La dernière partie, avec dix textes (quelque 160 pages), présente une plus grande cohésion, même si des travaux d'ordre historique y voisinent avec des essais relevant des sciences économiques : chacune de ces études aborde, à sa manière, les problèmes géostratégiques et s'emploie à situer les pays de la Méditerranée orientale dans leur contexte international.

Pour reprendre une expression utilisée par J. Thobie dans son bref mais substantiel exposé liminaire (« Rapports de force et forces profondes », p. 3-7), la première partie fait le tour de quelques-unes des « forces profondes » qui, imposées par la géographie, pèsent lourdement dans les rapports que les pays de la Méditerranée mondiale entretiennent entre eux et avec les grandes puissances : la terre, l'eau, le pétrole, le gaz naturel... Particulièrement actuel, le problème de l'eau est évoqué à deux reprises, d'abord par Tarek Mazjoub (« La Turquie, le GAP et le point de vue irako-syrien », p. 73-100), puis par Walid Arbid (« L'eau, enjeu stratégique dans le conflit israélo-arabe », p. 101-114), qui montrent l'un et l'autre, avec une égale compétence, à quel point la question du contrôle des ressources hydrauliques, qu'il s'agisse des eaux du Jourdain ou de celles du Tigre et de l'Euphrate, peut être génératrice de conflits dans une partie du monde où les raisons de déterrer la hache de guerre ne font guère défaut. Autre richesse naturelle, aussi précieuse que l'eau : le pétrole. Grand spécialiste du sujet, André Nouschi se penche sur le rôle des gisements pétrolifères proche-orientaux dans les relations internationales, sans manquer de souligner, dans une synthèse de quelques pages (« Pétrole du Proche-Orient et stratégie des Grandes Puissances. 1973-1992 », p. 47-57) que l'arme des hydrocarbures a beaucoup perdu de son efficacité depuis 1973. Salgur Kançal, pour sa part, étudie la production et les importations de gaz en Turquie (« Lutttes-coopération autour du gaz naturel en Turquie et dans son environnement géostratégique », p. 62-71), fournissant au passage d'utiles données sur la place occupée par cette nouvelle source d'énergie dans le paysage énergétique du Proche-Orient. Enfin, Marcel Bazin et Pierre Coulomb s'intéressent, chacun à sa manière, à la terre, enjeu de première grandeur pour des économies en pleine mutation. Le premier dresse l'inventaire des menaces qui pèsent sur l'environnement dans

toutes les régions du pourtour oriental de la Méditerranée et appelle les gouvernements concernés à prendre les mesures nécessaires, dans le cadre d'une politique de coopération écologique, pour protéger les milieux naturels menacés de dégradation (« La protection de l'environnement, enjeu régional pour la Méditerranée orientale ? », p. 27-32). Le deuxième propose un survol passablement réducteur de l'histoire de la propriété foncière dans les pays du bassin méditerranéen, péninsule ibérique et Maghreb compris, et s'efforce de démontrer que l'hégémonie, à travers tout l'espace méditerranéen, des grands domaines de type latifundiaire est largement responsable du retard économique de ces régions (« Cinq siècles de propriétaires sans État. Cinq décennies d'État propriétaire », p. 33-46).

Si les deux études qui viennent d'être succinctement présentées semblent s'organiser autour d'un thème commun, ne serait-ce que parce qu'elles traitent toutes des ressources naturelles, il est beaucoup plus difficile de mettre le doigt sur le fil conducteur de la troisième partie. Certes, la plupart des contributions réunies ici traitent d'économie. Mais ce serait assurément un exercice bien artificiel que de tenter d'établir un parallèle entre les considérations, fort intéressantes, d'Elena Frangakis-Syrett sur l'évolution des échanges commerciaux de Smyrne avec ses principaux partenaires européens au XIX<sup>e</sup> siècle (« concurrence commerciale et financière entre les pays occidentaux à Izmir. XIX<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> siècles », p. 117-127) et les informations, tout aussi dignes d'intérêt, fournies par Ayşe Gözen sur le développement de la biotechnologie appliquée à l'agriculture dans la Turquie du début des années 1990 (« Demand for Technology in Agriculture: Towards a Strategy of Plant Biotechnology in Turkey », p. 209-232). Toutefois, sachons gré aux coordinateurs du volume d'avoir classé les textes de cette partie dans un ordre plus ou moins logique : en tête, trois communications de nature historique ; ensuite, trois autres contributions consacrées à la situation actuelle des échanges économiques dans la région ; enfin, un lot de six textes à ranger parmi les « divers ».

Même s'ils doivent se contenter de la portion congrue, les amateurs d'histoire économique n'ont pas à se plaindre : dans l'article qui fait suite à celui d'E. Frangakis-Syrett, Samir Saul brosse, nombreux graphiques et tableaux à l'appui, un vaste panorama des relations commerciales entre la France et les pays du Proche-Orient (« Commerce français et Méditerranée orientale : perspectives historiques. 1870-1990 », p. 129-151), montrant que celles-ci, au demeurant modestes, n'ont cessé de s'amenuiser au fil du temps ; François Georgeon, pour sa part, nous présente une des figures marquantes de la pensée économique ottomane, Cavid bey, père du « laissez-faire, laissez-passer » à la mode turque (« Un manifeste du libéralisme économique dans l'Empire ottoman au tournant du siècle », p. 153-162). À ces contributions de qualité, mais quelque peu en décalage par rapport aux autres textes du même bloc, succèdent des études qui traitent toutes, selon des approches diverses, des évolutions les plus récentes. J'ai lu avec un intérêt tout particulier la très substantielle étude consacrée par Gérard Groc à l'émergence du holding *İhlas* (« Sincérité »), principal fer de lance de l'économie « islamiste » dans une Turquie de plus en plus tentée de s'écarter du droit chemin de l'orthodoxie kémaliste (« Le groupe Türkiye : d'une ambition communautaire au holding », p. 299-318). J'ai été aussi impressionné par la contribution de Stéphane de Tapia (« L'économie des transports turcs : au-delà des frontières et des enjeux économiques », p. 249-281) qui fait le point sur un secteur vital pour la bonne marche de l'économie turque, celui des transports, et montre comment celui-ci peut constituer pour la Turquie un puissant facteur d'influence régionale et internationale. Mais il convient également de signaler les analyses solidement documentées de Deniz Akagül et Ahmet Şahinöz portant sur les nouvelles orientations du



commerce extérieur turc. Le premier de ces auteurs propose un tableau d'ensemble des échanges entre la Turquie et ses divers partenaires, soulignant que le progrès des performances turques est imputable davantage à l'amélioration de la compétitivité-prix qu'à la diversification géographique des débouchés (« La diversification des relations économiques extérieures de la Turquie dans le nouveau contexte international », p. 163-178) ; le second, qui privilégie le domaine agro-alimentaire, s'emploie à cerner les avantages que la Turquie pourrait tirer de l'éclatement des anciens circuits d'échanges, suite à l'effondrement de l'URSS (« L'émergence de nouveaux marchés et la Méditerranée orientale suite à la dislocation du système soviétique », p. 193-207). Ces deux études sont complétées par celle de A. Suut Doğruel qui compare les performances de la Turquie à celles de deux autres pays de la région, l'Égypte et Israël, et plaide, compte tenu du nouvel environnement international, pour un développement de la coopération économique entre ces trois puissances régionales (« Impact of Regional Trade on the Economic Growth in the East Mediterranean Countries », p. 179-191). S'il veut en savoir plus encore sur l'économie turque, le lecteur devra revenir sur ses pas et lire l'exposé introductif de Roland Pérez (« Enjeu de compétitivité et stratégies des acteurs : renouvellement et permanence », p. 9-18) qui cherche à évaluer les capacités de la Turquie en matière de compétitivité, de coûts et d'adaptation aux conditions de l'économie-monde.

Même balancement entre histoire et actualité dans la dernière partie, étiquetée « mondialisation des enjeux et géostratégie ». Les trois premières communications couvrent l'entre-deux-guerres et les premières années de la Deuxième Guerre mondiale ; les sept suivantes nous projettent dans le temps présent et même au-delà.

Dans le volet historique, c'est surtout de la France qu'il s'agit et du rôle qu'elle attribuait aux terres du Levant dans son dispositif de défense. C'est ainsi que Guy Pedroncini s'emploie à montrer à quel point la question des carburants—nécessaires à la motorisation de l'armée—préoccupait les autorités militaires et le gouvernement français au lendemain de la Grande Guerre (« L'armée française et le problème du pétrole du Moyen-Orient dans les années 1920 », p. 321-331). C'est ainsi, de même, que Vincent Joly étudie les divers projets élaborés par l'armée française, entre avril 1939 et juin 1940, en vue de créer un front en Méditerranée orientale, sur le flanc sud-est de l'Axe (« La place du Levant dans les plans d'opération français », p. 333-359). Toutefois, Michel Van Leeuw s'intéresse, lui, aux États-Unis et se penche sur les moyens mis en œuvre par cette puissance pour faire, à la faveur de la crise libanaise de 1943, son entrée au Moyen-Orient (« Rôle et position des États-Unis au Liban en 1943 », p. 361-380). Avec les communications ancrées dans l'actualité, c'est une fois de plus la Turquie qui se taille la part du lion : quatre d'entre elles concernent ce pays, voisinant avec un article sur le Liban et deux autres consacrés à l'ensemble du Moyen-Orient. Comme dans le reste du volume, les angles d'approche sont variés ; mais ils est frappant de constater que les différentes études s'enchaînent cette fois avec un certain esprit de suite. Premier maillon : la politique étrangère de la Turquie, vue par Jean Marcou qui dresse un bilan réaliste—et bien informé—des initiatives prises par le gouvernement d'Ankara, depuis l'effondrement de l'URSS, pour faire entendre sa voix en Europe occidentale, dans les Balkans et dans les républiques musulmanes de l'ex-Empire soviétique (« La politique étrangère turque face aux défis de la nouvelle donne en Europe balkanique, en mer Noire et en Asie centrale », p. 381-398). Deniz Vardar s'intéresse aussi aux relations extérieures de la Turquie, mais les examine—dans une étude qui constitue un véritable « tour de force », comme le notent les éditeurs du volume dans leur introduction—à travers la perception qu'en ont

les différents partis politiques turcs (« Les enjeux européens et régionaux de la Turquie dans la construction des légitimités », p. 399-415). Faruk Şen, lui, présente un des éléments majeurs de la nouvelle politique turque, la coopération économique avec les pays riverains de la mer Noire (« Turkey's Bridge-Function Between the Black Sea Economic Region and the European Community », p. 417-424). Avec la contribution de Fatma Doğruel (« The Role of Foreign Aid on the Intraregional Economic Relations Among the Mediterranean Countries », p. 425-437), nous quittons le pourtour pontique pour examiner l'impact de l'aide extérieure, transitant à travers la Banque Mondiale et d'autres organismes internationaux, sur les relations économiques entre la Turquie, l'Égypte et Israël. Enfin, Boutros Labaki, Z.Y. Hershlag et Michel Chatelus s'essaient à la prospective. Le premier, vice-président de la Commission pour la Reconstruction et le Développement du Liban, donne un aperçu des projets élaborés par cet organisme (« Atouts et préparatifs libanais dans le cadre des économies et rapports de force régionaux », p. 439-457). Grand spécialiste de l'histoire économique du Proche-Orient, le deuxième s'interroge sur les chances de succès, en Méditerranée orientale, d'une structure communautaire qui prendrait modèle sur la Communauté européenne (« Feasibility of a Middle Eastern Community », p. 459-469). M. Chatelus, enfin, tablant sur l'instauration d'une paix durable au Proche-Orient, dessine les perspectives économiques de l'après-guerre et dresse la liste de ce qu'il nomme les « grands chantiers de la paix » : mise en valeur des transports, mesures en faveur de la préservation de l'environnement, reconstruction des structures de transit et de rencontre afin de rendre à la région sa fonction de carrefour (« La reconstruction économique du Proche-Orient après la fin de l'état de belligérance : perspectives régionales », p. 471-483).

Impossible, au terme de ce parcours, de ne pas être saisi de respect devant un ouvrage qui a su rassembler tant de spécialistes pour faire le point, avec une éminente compétence, sur les évolutions récentes en Turquie et en Méditerranée orientale. Mais le GDR 832 a déjà fait la preuve de sa fiabilité. *Enjeux et rapports de force...* fait suite à cinq autres volumes publiés dans la collection « Varia Turcica »<sup>1</sup>. Il précède un septième recueil dont il est rendu compte dans cette même livraison. Au total, quelque 2 500 pages, plus de 150 contributions. Rares sont les groupes de recherche qui peuvent se prévaloir d'un tel actif. Grâce à J. Thobie et à ses collaborateurs, ceux qui s'intéressent à la Turquie d'aujourd'hui et aux relations que ce pays entretient avec ses voisins disposent désormais d'une somme incontournable. À la condition, bien entendu, de pouvoir lire le français.

Paul DUMONT

<sup>1</sup> Jacques Thobie et Jean-Louis Bacqué-Grammont, *L'accession de la Turquie à la civilisation industrielle. Facteurs internes et externes*, coll. « Varia Turcica », vi, Istanbul, Isis, 1987, 236 p. ; Jacques Thobie et Salgur Kañçal, *Turquie, Moyen-Orient, Communauté européenne*, coll. « Varia Turcica » xiv, Paris, l'Harmattan, 1989, 398 p. ; Jacques Thobie, Roland Pérez et Salgur Kañçal, *Agriculture et industrialisation en Turquie et au Moyen-Orient*, coll. « Varia Turcica », xvi, Paris, l'Harmattan, 1992, 514 p. ; Jacques Thobie et Salgur Kañçal, *Industrialisation, communication et rapports sociaux en Turquie et en méditerranée orientale*, coll. « Varia Turcica », xx, Paris, l'Harmattan, 1994, 420 p. ; Jacques Thobie et Salgur Kañçal, *Le système bancaire turc*, coll. « Varia Turcica », xx, Paris, l'Harmattan, 1995, 192 p.

Marcel BAZIN, Salgur KANÇAL, Roland PÉREZ et Jacques THOBIE édés, *La Turquie entre trois mondes*, IFEA, coll. Varia Turcica xxxii, Paris, L'Harmattan, 453 p.

Ce volume rassemble les actes d'un colloque international organisé en octobre 1995 à l'initiative du Groupement de recherche *Industrialisation et rapports de force en Turquie et au Moyen-Orient* (GDR 832 du CNRS), avec le concours de l'institut de Montpellier du *Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes* et de plusieurs autres organismes dont l'*Institut français d'études anatoliennes* d'Istanbul. Il s'inscrit dans le sillage de six autres publications, témoignant ainsi, une fois de plus, de la remarquable productivité du GDR dirigé, depuis 1986, par Jacques Thobie. Vingt-six textes figurent au sommaire, regroupés en quatre sections. Intitulée « regards croisés géostratégiques », la première partie (huit communications) situe la Turquie dans son environnement régional et vise pour l'essentiel à faire le point sur les relations araboturques, même si certains des textes qui figurent se présentent plutôt comme des exercices d'historien. La deuxième partie (six textes) est consacrée aux « évolutions structurelles » de l'économie turque et s'intéresse à des questions aussi diverses que l'urbanisation, le système bancaire, les privatisations, la culture d'entreprise et les relations euro-turques. L'économie est de nouveau à l'honneur dans la troisième partie où ont été regroupés cinq textes portant sur le commerce extérieur. Enfin, dans une dernière section, l'ouvrage propose un bel ensemble de sept textes explorant divers aspects de l'identité turque ou, plus précisément, diverses approches de la quête identitaire.

Les actes de colloque se caractérisent généralement par une certaine dispersion, quels qu'aient été les efforts des organisateurs pour fixer à tous les participants un cap unique. Le présent recueil ne déroge pas à la règle. Dans leur texte de présentation, les coordinateurs indiquent que chaque participant a abordé les réalités complexes et spécifiques de la Turquie à travers sa propre « grille de lecture » (p. 13). C'est là une façon élégante de reconnaître l'hétérogénéité du volume et aussi, peut-être, d'en regretter les défaillances. Les communications à thème historique, en particulier, ne semblent pas à leur place dans un livre dont l'objectif premier est, de toute évidence, d'apporter des éclairages sur l'actualité. Par exemple, que peut nous enseigner sur l'économie turque d'aujourd'hui une éminente spécialiste de l'histoire de Smyrne à l'époque ottomane comme Elena Frangakis-Syrett lorsqu'elle traite avec érudition de l'économie de l'Anatolie occidentale entre 1908 et 1914 (p. 239-248)? Rien. Il en va de même de l'article d'Odile Moreau sur la dimension religieuse de la guerre d'indépendance (p. 381-395) où l'on trouve une analyse certes compétente des relations subtiles que les Kémalistes entretenaient entre 1919 et 1920 avec les forces de l'islam, mais sans que nous en apprenions davantage sur les flambées récentes de l'islamisme politique. Cependant, même si nous avons affaire avec ce colloque, comme avec bien d'autres, à un *patchwork* composé d'une juxtaposition bigarrée d'approches, force est de reconnaître que quelques thèmes y ont été traités avec toute l'insistance nécessaire, conférant à l'ensemble une indéniable cohérence. C'est ainsi, notamment, qu'une bonne partie des vingt-six communications regroupées dans l'ouvrage s'emploie à éclairer, non sans quelques redites, l'évolution des litiges politiques et des échanges économiques de la Turquie avec ses voisins arabes. Parallèlement, plusieurs textes tentent de mesurer les conséquences sur l'économie et les finances turques de l'adoption, à partir des années 1980, d'une politique économique fortement teintée de

libéralisme. Sur ces deux axes principaux vient se greffer, en fin de volume, une solide réflexion, à plusieurs voix, sur la turcité.

La Turquie « entre trois mondes » annonce le titre de l'ouvrage. En d'autres termes, la Turquie enchâssée dans ses relations avec l'Europe, le monde arabe et les républiques musulmanes nées du naufrage de l'Union soviétique. Toutefois, Caucase et Asie centrale sont singulièrement absents du volume. Dans leur article introductif (« La Turquie entre les deux Europes », p. 19-45), Salgur Kançal et Jacques Thobie dressent un excellent inventaire des principales données de la politique extérieure turque depuis l'entre-deux-guerres et soulignent avec raison l'importance des relations avec les deux Europes, celle de l'Ouest et celle de l'Est, mais ne consacrent chemin faisant que quelques lignes à l'un des faits majeurs de cette dernière décennie, l'émergence de nouveaux liens—politiques, culturels et économiques—avec les « Turcs » d'au-delà la Turquie. Dans plusieurs autres textes, cet élargissement des horizons de la Turquie ne suscite, de même, que quelques allusions. Ainsi, Gehad El-Zein traite avec pertinence de l'importance du thème islamique dans l'arsenal idéologique de la politique étrangère turque (« Le régime laïque turc et sa géopolitique islamique », p. 131-141), mais regarde surtout du côté des pays arabes et des Balkans, ne mentionnant le Caucase et l'Asie centrale qu'en fin d'article comme une sorte de *terra incognita* de la diplomatie d'Ankara. Frédérique-Jeanne Besson et Laurent Mallet sont les seuls à prendre résolument en compte ce « troisième » monde qui, depuis une dizaine d'années, borde à nouveau la Turquie. Dans un article d'une réelle finesse (« Turcité ethnique, turcité citoyenne. Le choc des représentations après la découverte par la Turquie d'un monde turc », p. 397-408), le premier de ces chercheurs montre à quel point le rapprochement entre la Turquie et les républiques turkophones de l'ex-URSS a brouillé le débat identitaire dans un pays surtout soucieux, jusque-là, de se forger un ancrage « anatolien », au contact de l'héritage gréco-romain. Très solidement documenté, le travail de Laurent Mallet (« Les Orient de la Turquie. Politique israélienne dans les Républiques turcophones », p. 417-434) souligne judicieusement les convergences entre politique turque et politique israélienne en Asie centrale, sans oublier de faire ressortir, au passage, le rôle joué par les États-Unis, partenaire discret de la stratégie israélo-turque.

Si les relations de la Turquie avec le Caucase et l'Asie centrale sont réduites dans l'ouvrage à la portion congrue, le Moyen-Orient y est en revanche très présent. D'emblée, Habib Ishow propose une solide synthèse sur un des dossiers les plus épais du contentieux turco-irakien, le litige frontalier concernant la province pétrolière de Mossoul, ouvert depuis 1920 et remis à l'ordre du jour au début des années 1990, à la faveur de la guerre du Golfe (« Les relations économiques et politiques entre la Turquie et l'Irak à travers le différend relatif au Vilayet de Mossoul », p. 61-79). Jean David Mizrahi s'intéresse pour sa part, en historien, à un problème toujours d'actualité, celui de la perméabilité des frontières, dans une région où tous les coups sont permis entre voisins habitués à se chercher chicane (« L'insécurité sur la frontière turco-syrienne au début des années 1920 : l'exemple des bandes armées de la région de Kilis. 1922-1924 », p. 81-100). Hoda Saliby-Yehia (« La place de la Turquie dans la perspective de paix israélo-arabe : insertion politique et économique », p. 121-129) et Walid Arbid (« La Turquie et ses voisins arabes. Aspects économiques et géopolitiques », p. 143-158) font le tour, à eux deux, de toutes les questions brûlantes : problèmes posés par le partage des eaux de l'Euphrate et du Tigre, mésententes avec la Syrie et l'Irak à propos du tracé des frontières, soutien syrien au terrorisme kurde, bienveillance de la Turquie à l'égard de la politique israélienne, participation turque à la coalition anti-irakienne... Mais, parallèlement, ils font aussi la liste

des signes encourageants, qu'il s'agisse de la progression remarquable des échanges commerciaux entre la Turquie et ses voisins arabes depuis le premier choc pétrolier, de l'injection significative de capitaux originaires des pays arabes dans l'économie turque, du développement des flux touristiques ou de la signature d'accords entre la Turquie, l'Irak et la Syrie visant à un partage équitable des ressources en eau de la région. Les aspects économiques des relations turco-arabes sont examinés à nouveau par Samir Saul (« Commerce extérieur de la Turquie et commerce extérieur de la Syrie. 1975-1990 », p. 249-286) et Boutros-Antoine Labaki (« L'évolution des relations économiques arabo-turques de 1970 à 1992 », p. 287-316) qui, nombreux tableaux statistiques et graphiques à l'appui, en brossent un tableau très complet, passant en revue les principaux secteurs concernés par ces relations : commerce du pétrole et du gaz, échanges d'énergie électrique, commerce de produits alimentaires et industriels, transports, investissements de capitaux, mouvements de main-d'œuvre, flux d'activités entrepreneuriales...

Aux relations en dents de scie avec le monde arabe fait contrepoint la fascination du modèle occidental et, plus spécifiquement, européen. Pour les participants au colloque, cette Europe que la Turquie ne cesse de lorgner est surtout une Europe économique. Suut Doğruel (« The effects of EC-Turkey economic relations on the growth of the Turkish industrial sectors », p. 229-236), Fatma Doğruel (« La Turquie est-elle le Mexique de l'Union européenne ? », p. 317-330) et Deniz Akagül (« Les orientations du commerce extérieur turc dans les nouveaux contextes politiques et économiques internationaux », p. 331-350) montrent bien, chacun à sa manière, à quel point l'Union européenne constitue pour la Turquie un partenaire incontournable. L'analyse cursive du système bancaire turc que propose Mehmet Şükrü Erdem (« Les banques étrangères en Turquie, les banques turques à l'étranger », p. 215-227) souligne, de même, le poids de l'Europe—en l'occurrence de ses grandes banques d'investissement—dans l'économie turque. Mais ce sont surtout Aydın Çeçen (« Redefining the State: the ideology of privatization in Turkey », p. 173-185) et Seyfettin Gürsel (« La privatisation en Turquie. Pourquoi n'a-t-elle pas eu lieu ? », p. 187-206) qui vont à l'essentiel lorsqu'ils observent le processus de privatisation lancé en Turquie à partir de 1985 et s'interrogent sur la modestie des résultats atteints. Le premier insiste avec force sur le rôle de l'environnement international et du climat idéologique dans la mise en chantier du programme. Le deuxième s'intéresse aux nombreuses résistances auxquelles la politique de privatisation a dû faire face—bureaucratie, syndicats, opinion publique, opposition parlementaire—et fait bien ressortir, à sa manière, la méfiance de la Turquie, encore marquée par plusieurs décennies d'étatisme, à l'endroit d'un modèle imposé par l'Occident.

En marge de toutes ces contributions qui privilégient l'économique et le politique, quelques communications explorent des pistes différentes. En premier lieu, il convient de mentionner ici l'excellent article de Marcel Bazin qui propose une réflexion de géographe sur la diversité urbaine turque (« La Turquie des villes au carrefour des systèmes urbains », p. 161-171). Ce texte souligne à juste titre l'importance du fait urbain dans la Turquie d'aujourd'hui et propose d'y distinguer trois modèles d'urbanisation—la ville orientale-islamique traditionnelle, la ville occidentale, la ville soviétique—souvent intimement entremêlés. Pour faire mine de coller au thème du colloque, l'auteur s'emploie aussi à examiner les liens que les villes turques entretiennent avec d'autres agglomérations urbaines dispersées à travers l'Europe, le monde arabe et les républiques turkophones d'outre-Caucase. La diversité de la Turquie, Alexandre Toumarkine l'appréhende, lui, à travers l'étude de ses populations. Dans une brève contribution (« Comment être Turc sans être Turc. L'exemple

des immigrés non turcs des Balkans et du Caucase », p. 409-416), où s'entrecroisent les ethnies les plus diverses, il démontre avec malice que transformer une mosaïque en bloc de marbre monolithique, comme voudraient le faire les ultranationalistes turcs, n'est pas chose aisée. Auteur d'une longue dissertation intitulée « La Turquie en quête de l'identité perdue » (p. 353-380), Artun Ünsal traite lui aussi de la question identitaire, mais selon une approche plus globale. Nous revisitons avec lui le triangle classique « Occident-islam-turcité », mais en passant par les magasins Carrefour, les succursales de Cartier, Roland Barthes et les ténors du post-modernisme. Enfin, comment ne pas remarquer une des contributions les plus courtes, mais aussi les plus fortes, du volume, celle de Nora Şeni (« Rhétorique de l'islam politique », p. 435-440) ? Ce n'est pas seulement l'antisémitisme du *Refah*, principale formation islamiste turque, qui y est dénoncé avec vigueur. Cinq pages pour clamer que le fascisme est condamnable, sous quelque forme qu'il se présente. Cinq pages pour adjurer les élites turques, qu'elles soient de gauche ou de droite, de ne pas se laisser bluffer par les scores électoraux des islamistes et de ne pas mettre en danger, par des alliances politiques suicidaires, les valeurs démocratiques de la Turquie républicaine.

Au terme de ce compte rendu, il semble utile de préciser que la plupart des contributions rassemblées dans le volume s'appuient sur une abondante documentation et traitent avec clarté et de manière synthétique de questions souvent complexes. C'est dire que l'ouvrage ne s'adresse pas seulement à des spécialistes, mais aussi à tous ceux qui recherchent une information complète et actualisée sur les relations politiques et économiques de la Turquie avec ses principaux partenaires. Dommage que sa présentation matérielle ne soit pas impeccable. Pourquoi avoir admis, par exemple, que les appels de note soient présentés, dans l'article de Elena Frangakis-Syrett, à la manière anglaise, alors que le texte est en français ? Pourquoi l'article d'Aydın Çeçen, en langue anglaise, se conformait-il, dans ses premières pages, à l'un des systèmes, pour l'abandonner par la suite ? Les responsables du volume ont pris le risque de fournir eux-mêmes à l'éditeur la mise en pages. Il en résulte un nombre non négligeable de coquilles et de scories de toutes espèces. Titres et sous-titres sont parfois disposés de manière assez fantaisiste. On peut aussi regretter les difficultés de lecture qu'offrent certains tableaux et graphiques. Mais il ne s'agit là, tout compte fait, que de défauts véniels. L'essentiel est d'avoir réussi à mettre à la disposition des lecteurs francophones une collection de travaux d'une réelle utilité.

Paul DUMONT

Olivier AURENCHÉ, Marcel BAZIN et Serge SADLER, *Villages engloutis. Enquête ethnoarchéologique à Cafer Höyük*, Lyon, Maison de l'Orient (diffusion de Boccard, Paris), 1997, 312 p.

L'enquête présentée dans ce livre porte sur les villages et hameaux de la commune (*muhtarlık*) de Ktıycak, située sur l'Euphrate inférieur, à une quarantaine de kilomètres de Malatya. Elle a été réalisée entre 1979 et 1986 à l'occasion des fouilles du site néolithique (VIII<sup>e</sup> millénaire) de Cafer Höyük. L'équipe de recherche—une dizaine de personnes au total—n'a travaillé sur le terrain que pendant trois mois, mais a bénéficié du soutien actif des autorités locales qui lui a notamment ouvert l'accès aux documents cadastraux et à des données démographiques collectées à l'occasion du recensement

général de la population du 20 octobre 1985. Comme le précise le titre de l'ouvrage, nous avons à faire à des villages désormais engloutis. En 1986, à la suite de la construction du barrage de Karakaya sur l'Euphrate, dans le cadre général du gigantesque «Projet de l'Anatolie du Sud-Est», les sept agglomérations de la commune et la plus grande partie des terres cultivées ont été inondées et un autre Kıtıçak, destiné aux familles ayant préféré rester sur place plutôt que d'émigrer vers Malatya ou Istanbul, a été construit sur les berges du nouveau lac. Les auteurs soulignent à plusieurs reprises que leur enquête s'inscrit dans le sillage d'autres recherches du même type conduites en Turquie et en Iran. Il se réfèrent en particulier au «projet Aşvan» (David French, «Aşvan Project», *Anatolian Studies*, vol. 23, 1973, p. 191-196), mis en œuvre dans des circonstances comparables lors de la construction du barrage de Keban et se réclament explicitement du même objectif : «*décrire les éléments d'une culture traditionnelle en voie de disparition afin d'interpréter, à leur lumière, des vestiges archéologiques devenus muets*» (p. 25).

L'hypothèse autour de laquelle s'articule l'ensemble du travail est que le village néolithique de Cafer Höyük présentait probablement des traits comparables à ceux des hameaux actuels de la commune de Kıtıçak. Fil d'Ariane de l'ouvrage, cette idée est surtout développée dans le chapitre conclusif («Retour à l'archéologie. Villages anciens et villages actuels du Proche-Orient», p. 157-169) qui confronte les éléments archéologiques découverts à Cafer Höyük aux résultats de l'enquête menée sur le même terrain à plusieurs millénaires de distance. Les auteurs soulignent en particulier les similitudes dans le domaine de la technologie architecturale—structure des murs en briques, soubassement de galets, emploi de bois dans la construction—et proposent, à partir des observations actuelles, une reconstitution graphique convaincante de l'habitat néolithique. Ils font aussi appel à la comparaison ethnoarchéologique pour mettre en évidence des convergences probables tant en ce qui concerne l'organisation intérieure de la maison (habitat pluricellulaire, silos de stockage, foyers et fours d'angle, surélévation du sol dans certains cas) que pour ce qui est de l'utilisation des espaces extérieurs (foyers à ciel ouvert ou abrités par des constructions légères en bois, toits plats mis à profit pour le séchage, aires d'activité artisanale, remploi de constructions en ruine). Enfin, ils s'appuient sur l'observation des tissus villageois et des terroirs actuels pour proposer un certain nombre d'hypothèses sur le développement spatial des agglomérations de l'époque néolithique (implantation lâche, densification progressive jusqu'à saturation, glissement latéral de l'habitat nouveau ou essaimage), la superficie des territoires agricoles placés sous leur contrôle, le poids démographique des maisonnées (la moyenne estimée étant de 5 à 6 personnes par unité d'habitation).

Cette mise en parallèle de l'habitat néolithique et des villages d'aujourd'hui puise son argumentation dans une minutieuse présentation des éléments recueillis au cours de l'enquête. Les auteurs décrivent d'abord l'environnement naturel dans lequel s'inscrivent les villages et les hameaux de la commune de Kıtıçak (chapitre premier), puis s'intéressent tour à tour aux données démographiques et à la structure de la propriété foncière (chap. II), aux activités économiques (chap. III), aux matériaux et techniques de construction (chap. IV), aux divers types de structuration de l'espace domestique (chap. V), à l'organisation spatiale des agglomérations (chap. VI). Les résultats de l'étude menée à Kıtıçak sont ensuite comparés à ceux du travail réalisé entre 1967 et 1974 dans la région d'Elazığ au moment de la construction du barrage de Keban, l'accent étant mis sur les similitudes entre les deux régions : matériaux et techniques de construction identiques, aménagements intérieurs et mobiliers comparables, grande analogie dans les principes



généraux d'organisation et d'utilisation de l'espace, qu'il s'agisse de l'espace domestique ou de l'ensemble des lieux placés sous le contrôle de l'agglomération rurale (chap. VII). Viennent enfin (chap. VIII) des informations sur l'inondation du site et la réinstallation des villageois dans le nouveau Kıtıçak, un lotissement de type pavillonnaire dont le pro-saïque damier s'étire, depuis juin 1986, en bordure du lac formé par le barrage de Karakaya. De riches annexes présentent de manière détaillée les habitats et les équipements des huit villages et hameaux pris en compte dans l'étude.

Soucieux surtout de comparatisme ethnoarchéologique, les auteurs ont privilégié, dans leur publication, la description de la maison traditionnelle. Ils passent en revue les matériaux employés—pierre, terre, bois et éléments végétaux, chaux—, analysent les techniques de construction, observent en détail, nombreuses photographies à l'appui, les divers éléments de l'habitation : murs, poutres et poteaux porteurs, toit, sols, ouvertures, aménagements intérieurs (en particulier foyers, bacs à eau, banquettes, vaisseliers, mangeoires), aménagements extérieurs (cuisine d'été, fosses destinées à la cuisson du *bulgur*, poulailler, pressoir). Le chapitre consacré à l'organisation de l'espace domestique propose une typologie des maisons—en fonction du nombre de pièces dont chaque habitat est constitué—et s'intéresse aux règles qui régissent l'utilisation des différentes pièces de la maison, qu'il s'agisse des pièces d'habitation, de la cuisine (souvent mobile), des espaces employés pour les réserves alimentaires, ou bien encore des abris pour animaux. Les fiches monographiques, en annexe, fournissent, pour chaque agglomération, des données complémentaires permettant de visualiser avec précision un grand nombre de maisons nettement individualisées.

C'est également à la perspective ethnoarchéologique dans laquelle s'inscrit l'ouvrage que nous devons le chapitre consacré à l'organisation des agglomérations. Il ressort de l'enquête que coexistent tout autour de Cafer Höyük, comme à l'époque néolithique, différents types de tissus villageois. Dans certains hameaux, les plus « achaiques », les habitations sont entourées d'un espace extérieur ouvert ; ailleurs, c'est la clôture des parcelles qui constitue la règle. Inégalement répartis à travers la commune de Kıtıçak, ces deux modes d'assemblage des unités élémentaires peuvent se combiner entre eux, suivant des proportions variables, pour donner naissance à des systèmes mixtes. L'étude, qui traite également des divers processus de développement des agglomérations (densification, glissement latéral, essaimage), souligne que la croissance villageoise résulte presque toujours, dans la région prise en considération, d'initiatives purement privées et met l'accent sur le peu d'impact, en la matière, des traditions communautaires, contrairement à ce que l'on peut observer dans une grande partie de l'Anatolie.

Ayant opté pour une démarche globalisante prenant en compte la production de subsistance tout autant que les données relatives à l'habitat, les auteurs ont jugé utile de consacrer quelques pages à l'étude des activités agricoles et de leur traduction dans le paysage rural. Ils se sont intéressés en particulier aux deux cultures fondamentales de Kıtıçak, le blé et l'abricotier. En ce qui concerne le blé, élément de base de l'alimentation traditionnelle, l'ouvrage décrit minutieusement les diverses étapes du processus qui, à partir des semailles (octobre), débouche, quelques mois plus tard, sur la moisson (juin) puis, stade ultime, sur la fabrication du pain en feuilles (*yufka*) et du *bulgur*. Nous retrouvons cette même précision dans la description de la production de l'abricot sec de Malatya, une spécialité régionale de haute qualité et d'un excellent rapport. Si les habitants de Kıtıçak se signalent par un indéniable savoir-faire dans le domaine de la culture de l'abricotier, l'enquête fait en revanche apparaître un bilan fort maigre en matière d'artisa-



nat et d'activités commerciales. Selon toute apparence, la commune ne comptait, au début des années 1980, que deux ou trois petites épiceries médiocrement achalandées, quelques artisans itinérants (un barbier, un colporteur, des tsiganes vendant des tamis, un circonci-seur) et deux fabricants de barattes traditionnelles en bois de saule.

Avec ces *Villages engloutis* nous nous trouvons sans conteste en présence d'un ouvrage remarquable. Ce n'est pas seulement la rigueur dans la mise en œuvre de la méthode ethnoarchéologique qui impressionne, mais aussi les moyens graphiques mobilisés pour soutenir la démonstration. Les cartes, plans, coupes et illustrations diverses, au nombre de plusieurs centaines, sont d'une lisibilité exemplaire et s'affirment comme d'indispensables outils d'analyse. De même, les photographies en noir et blanc, choisies avec soin et judicieusement insérées dans le texte, ajoutent beaucoup à l'information fournie. Impossible enfin de ne pas féliciter les auteurs et les services techniques de la Maison de l'Orient pour la limpidité de la mise en page et la qualité de l'impression.

Il est cependant dommage que l'équipe de recherche, fortement ancrée dans une approche ethnoarchéologique, ne se soit penchée, pour l'essentiel, que sur les éléments susceptibles d'alimenter la comparaison entre les villages actuels et ceux de l'époque néolithique. L'ouvrage ne fournit aucune information sur les coutumes et les traditions locales; il passe outre à l'étude des réseaux familiaux, des clientèles et des structures sociales; il se désintéresse résolument des préoccupations politiques ou religieuses des villageois; il donne en somme la parole aux maisons, aux arbres, aux terroirs de la commune de Kıtycak, plutôt qu'à ses habitants. Il aurait été utile qu'au préhistorien, à l'ethnologue, au géographe, à l'architecte se joignent un historien, un sociologue, un anthropologue, un folkloriste ou quelque politologue. Le livre y aurait certainement perdu en cohérence scientifique mais aurait permis de mieux connaître une société rurale qui, après avoir dû faire face à la montée des eaux du barrage de Karakya, se trouve désormais confrontée aux aléas de la modernisation forcée.

Paul DUMONT

Stéphane de TAPIA, *L'impact régional en Turquie des investissements industriels des travailleurs émigrés*, IFEA, coll. «Varia Turcica», XIX, Paris, l'Harmattan, 1996, 392 p. + 25 fig.

Soutenue en 1984, la thèse de Stéphane de Tapia n'est parue, après maintes péripéties, que dans les dernières semaines de 1996. S'agissant d'un travail de géographie économique, l'intervalle considérable entre le moment où les données ont été collectées—le début des années 1980—et la date de publication des résultats pose assurément problème. C'est qu'entre-temps beaucoup d'eau a coulé entre les rives du Kızılırmak. En quinze ans, le paysage économique turc s'est enrichi d'une multitude d'entreprises nouvelles. Pour tenter de mettre quelque ordre dans les affaires du pays, les autorités d'Ankara, sous la pression du Fonds Monétaire International et d'autres instances tutélaires, ont été ame-

nées à transformer profondément la législation et les réglementations. Continuant sa folle course, la spirale de l'inflation et de la hausse des prix a entraîné une sensible modification dans le comportement des épargnants et des milieux financiers. Il a fallu aussi, dans le même espace de temps, que la Turquie s'adapte à un environnement international devenu méconnaissable, le fait le plus marquant étant la dislocation de l'Union soviétique et de toute sa zone d'influence. Dans une telle conjoncture, il est facile d'imaginer que l'auteur n'a guère vu d'un bon œil le retard pris dans la publication de son travail. Bien entendu, est venu le moment où la question d'une éventuelle mise à jour de celui-ci s'est posée. « Reprendre le texte dans son ensemble pour le réadapter aux circonstances des années 1990 serait revenu à le réécrire complètement », lisons-nous dans l'avant-propos de l'ouvrage. S. de Tapia a préféré laisser les choses en l'état, se contentant d'une légère toilette. Un choix que la solidité et la richesse de l'ouvrage ainsi mis à la disposition des lecteurs suffisent à justifier. Dans sa préface, Jacques Thobie fournit un autre argument en faveur de la publication en l'état : « Il n'est même pas possible de dire », note-t-il, « que les résultats qui nous sont donnés seraient aujourd'hui dépassés, car le système, analysé avec minutie et dans toutes ses composantes, est tout simplement devenu lui-même obsolète, passé de mode. » Traduisons : ce n'est plus à un ouvrage de géographie économique que nous avons affaire, mais à un remarquable travail d'historien. Le préfacier précise du reste sa pensée quelques lignes plus loin : « S. de Tapia fait ici œuvre non seulement de géographe, mais aussi d'historien économiste, en nous présentant les résultats de l'ensemble du développement économique et industriel des diverses régions turques dans la période des grands mouvements des travailleurs, notamment vers l'Allemagne. »

De fait, c'est bien au passé qu'appartiennent désormais les « entreprises populaires » auxquelles S. de Tapia a consacré l'essentiel de son travail. Sous des étiquettes diverses — *işçi şirketleri* (« sociétés ouvrières »), *halk şirketleri* (« sociétés populaires »), *halka açık şirketler* (« sociétés ouvertes au public »), *köy kalkınma kooperatifleri* (« coopératives de développement de village »), *küçük sanat kooperatifleri* (« coopératives de petits artisans »), etc. —, celles-ci ont commencé à voir le jour à partir de la fin des années 1960 — la première expérience, *Türksan* (papiers peints et papeterie), remonte à 1964-1965 — et se sont multipliées dans les années 1970. Pour les promoteurs de l'idée, dont la plupart se recrutaient parmi les idéologues du Parti Républicain du Peuple à la recherche d'un *modèle turc* de développement économique, il s'agissait de financer l'industrialisation en faisant appel à l'épargne populaire (notamment aux importantes disponibilités des travailleurs émigrés) et, parallèlement, de susciter l'émergence d'une sorte de socialisme populiste, fondé sur la large participation des actionnaires des sociétés ouvrières tant aux prises de décision qu'aux profits escomptés. Quelques brillantes réussites, d'assez nombreux cas de faillite, des résultats le plus fréquemment moroses : vers 1980, au moment où, jeune thésard, l'auteur entamait son enquête, il était évident que l'utopie de la « troisième voie » courait en Turquie, comme en bien d'autres points de la planète, à l'échec, laissant à ceux qui y avaient cru l'amère certitude d'avoir été bernés.

Avant de braquer tous les projecteurs sur le secteur populaire et sur les péripéties de sa courte histoire, l'ouvrage en présente, fort judicieusement, le contexte. En trois chapitres (p. 34-139), tout est couvert : évolution de la politique économique de l'État, depuis la fondation de la République turque jusqu'à la réorganisation libérale du début des années 1980 ; géographie industrielle de la Turquie ; statut juridique des entreprises ; stratégies mises en œuvre pour assurer le financement de l'industrie. Même s'il ne s'appuie pas tou-

jours sur les meilleures sources (la littérature de l'entre-deux-coups d'État militaires compte bien des œuvres dogmatiques!), l'auteur est tellement à l'aise dans son domaine de recherche que le tableau qu'il brosse est toujours précis, nuancé et fiable. Il s'emploie surtout à souligner le poids considérable du secteur public. Mais il décrit tout aussi attentivement le secteur privé, avec ses puissants holdings, et la vaste nébuleuse coopérative, forte de 40 000 sociétés totalisant quelque sept millions de membres. En ce qui concerne le secteur public, il convient de reconnaître que les choses n'ont pas beaucoup changé depuis la rédaction de la thèse, et que l'État, armé de ses nombreuses banques et de ses centaines d'établissements à vocation industrielle (voir à ce propos le tableau synthétique qu'en donne l'ouvrage, p. 379-381), continue, en dépit de timides mesures de privatisation, de guider le char—cahotant—de l'économie turque. En revanche, les pages consacrées aux groupes industriels et financiers privés ne permettent guère de se faire une idée des évolutions récentes. Y manquent en effet l'analyse des retombées de la politique de libéralisation menée depuis le début des années 1980: internationalisation croissante des investissements, développement d'activités fondées sur les nouvelles technologies, boom des médias et des outils de communication, multiplication des grandes concentrations d'entreprises, avec, au revers de la médaille, les dérives budgétaires, la plongée abyssale de la monnaie, les tensions du marché du travail, la précarité sociale.

Une fois tracées les principales lignes de force du paysage économique, S. de Tapia en vient à ce qui l'intéresse vraiment, cette idée de «secteur populaire» née, dans les années 1965-1975, de la conjonction de plusieurs facteurs: existence d'une épargne importante nourrie par les transferts en devises des travailleurs émigrés; tentatives spontanées—en Allemagne—de rentabilisation de ces disponibilités; glissement à gauche du Parti Républicain du Peuple qui, à la recherche d'un deuxième souffle, noue les liens étroits avec les social-démocraties européennes et s'efforce de mettre en chantier, en s'inspirant d'expériences conduites dans d'autres pays, un modèle indigène de développement industriel. Nous retrouvons dans le chapitre consacré aux entreprises populaires (p. 141-143), la clarté, la précision, le goût de la nuance, l'esprit de système qui caractérisent l'ensemble de l'ouvrage. Sont d'abord présentées les données concernant les avoirs des immigrés et les modalités d'utilisation de cette épargne. Suit un inventaire détaillé des mesures imaginées pour rentabiliser au maximum le fait migratoire, qu'il s'agisse de simples incitations financières ou de l'élaboration de programmes complexes, souvent avec l'appui d'organismes nationaux ou internationaux. Enfin, ce sont les principales caractéristiques du secteur qui sont passées en revue: structure de l'emploi, domaines d'activité, répartition géographique des entreprises, problèmes divers (identification des objectifs de production, direction et encadrement des sociétés, financement, lacunes technologiques, choix de la localisation). Le tableau d'ensemble est brouillé. Ici des réussites, là des échecs flagrants, ailleurs des difficultés réelles. Pour les quelque 322 établissements répertoriés en 1983, le bilan général apparaît cependant plutôt grisâtre: faiblesse de l'impact sur l'emploi (41 393 postes pour un total de 345 062 actionnaires), sous-utilisation des capacités de production, performances minimales dans bon nombre de branches d'activité, carences technologiques, localisations incohérentes... L'auteur ne cache pas sa sympathie pour l'utopie populiste, mais son jugement final est sans appel: «dans ce contexte d'illusoire prospérité créé par les transferts des travailleurs migrants, l'originalité n'est pas tant en Turquie d'avoir voulu tirer le meilleur parti possible de l'émigration, mais plutôt par la multiplicité et la complexité

des moyens mis en œuvre, d'avoir soi-même créé les conditions propices à l'échec global des politiques de rentabilisation. » (p. 149).

Géographe de formation, S. de Tapia ne pouvait guère se permettre de passer outre aux diversités régionales. Dans la deuxième partie de son travail (p. 187-297), il s'est employé, à travers une minutieuse enquête de terrain, à voir comment les choses se présentaient dans un département d'Anatolie centrale, celui de Yozgat, choisi pour sa position et son profil socio-économique moyens. Autre paramètre décisif : le poids, dans cette région, de l'exode rural et de l'émigration. La méthode d'investigation est, ici encore, exemplaire. D'abord le cadre naturel ; ensuite, la géographie administrative et les données démographiques ; viennent enfin deux gros chapitres, l'un consacré à l'économie régionale, l'autre proposant une véritable anatomie du secteur populaire. C'est naturellement ce dernier chapitre qui retient surtout l'attention. Il donne à observer un parc industriel complexe, fort diversifié, parti pourtant de peu. De fait, en 1964, Yozgat ne comptait que quatre entreprises de type industriel, appartenant toutes au secteur alimentaire. Vingt ans après, le paysage est tout autre : un tableau donné en annexe (p. 383-388) dresse la liste d'une centaine d'entreprises, dont trente-cinq directement issues de l'émigration ou dérivées de l'activité du secteur populaire. Parmi celles-ci, émergent quelques noms qui symbolisent la réussite, ne serait-ce que partielle : *Yibitaş Holding* (une cimenterie d'une capacité annuelle de 550 000 tonnes, une briqueterie, une fabrique d'aliments pour le bétail, une sacherie-kraft), *Dibitaş* (briqueterie de grande capacité), *Yozgat Holding* (activités tertiaires, montage de machines de chantier, agence publicitaire, travaux de construction). Mais au fil des pages, S. de Tapia égrène aussi le chapelet des échecs : terrains industriels abandonnés, usines tournant au ralenti, faillites, projets mis en veilleuse, entreprises paralysées par manque de matières premières... Le verdict, en fin de chapitre, est mitigé. Certes, Yozgat a fait un pas vers l'industrialisation ; mais 33 000 immigrants n'ont réussi à créer, en prenant sur leur épargne et au prix de montages compliqués, qu'une dizaine d'entreprises fonctionnant à peu près correctement, soit quelque 700 emplois. À qui la faute ? Aux décideurs politiques, martèle l'ouvrage, qui ont bâti avec le soutien d'instances internationales un projet de développement industriel en tablant mécaniquement sur les disponibilités des travailleurs émigrés, sans tenir compte des besoins réels, au mépris des priorités régionales, et en faisant fi d'obstacles majeurs tels que le manque de cadres qualifiés, les difficultés d'approvisionnement ou, plus fondamentalement, l'absence des infrastructures de base.

Dans un épilogue daté de 1991, S. de Tapia revient à la charge : « La mode des sociétés ouvrières, ou populaires, est passée. » Peut-être ce pessimisme est-il justifié, même si le post-scriptum qui clôt l'ouvrage prend le soin de préciser que certaines entreprises ont su s'adapter avec succès à la nouvelle donne libérale des années 1980. Cela dit, il importe de souligner que le livre dont il a été rendu compte ici n'a pas pris, lui, une seule ride. À le lire, le lecteur ne s'y trompera pas : c'est bien de l'une de ces thèses inusables qu'il s'agit, destinées à marquer durablement la discipline qui leur a donné naissance. Certes, on peut toujours trouver à redire. Pourquoi, par exemple, ne pas avoir soigné davantage la mise en pages (notamment celle de certains tableaux présentés « à l'italienne ») ? Plus sérieusement, nous serions également en droit de regretter qu'aucune place n'ait été faite, dans l'ouvrage, à l'analyse de l'abondante littérature politique consacrée au secteur populaire par les idéologues de la gauche turque. Enfin, il ne fait aucun doute qu'il aurait été utile de proposer une comparaison entre le modèle anatolien de « troisième voie » et les expériences de même inspiration conduites dans d'autres pays d'Europe. Mais il est mal-

séant de trop en demander. Fort heureusement, le chercheur-orchestre, capable de jouer simultanément de toutes les disciplines et de toucher à tous les sujets, est lui aussi passé de mode.

Paul DUMONT

Emmanuel MA MUNG éd., *Mobilités et investissements des émigrés*, Paris, l'Harmattan, 1997, 272 p.

Le sous-titre précise : Maroc, Tunisie, Turquie, Sénégal. Fruit des efforts conjugués d'une quinzaine de chercheurs, dont huit ont participé à sa rédaction, ce livre traite des migrations en provenance de ces quatre pays. Comme le précise l'avant-propos, le terme d'*émigré*, qui a été préféré dans le titre à celui d'*immigré*, n'a pas été choisi au hasard. Il s'est agi pour les auteurs de voir les choses, dans la mesure du possible, à partir des aires d'origine et d'insister sur les relations que les populations émigrées entretiennent, au sein d'un espace multipolaire, tant avec leurs différents pays de départ qu'avec les pays où ils ont trouvé accueil. Issu d'une étude menée en 1991, 1992 et 1993 dans le cadre d'un contrat avec le ministère de la Recherche et de la Technologie, l'ouvrage comporte cinq parties. La première (« la nouvelle donne migratoire : de l'émigration au fonctionnement en diaspora », p. 9-64) fournit un survol général de l'immigration marocaine, tunisienne, turque et sénégalaise à travers l'Europe. Vient ensuite une section consacrée à l'analyse de la circulation migratoire, qu'il s'agisse de déplacements à l'intérieur de l'union européenne, de retours définitifs ou temporaires vers le pays d'origine ou de voyages annuels à l'occasion des vacances (« la densification des espaces migratoires », p. 65-110). Nette-ment plus courte que les autres, la troisième partie vise à montrer comment se combinent flux orientés vers l'étranger (« migrations internes et migrations internationales », p. 111-132). Sous un intitulé passablement énigmatique (« la différenciation croissante des acteurs », p. 133-181), il est principalement question, dans la quatrième partie, de l'émergence de l'entrepreneuriat privé au sein des communautés immigrées. Enfin, les auteurs proposent, à travers un certain nombre d'études de cas, quelques éclairages sur les liens — surtout économiques — des émigrés avec leur pays d'origine (« transferts, investissements et nouveaux lieux de fixation dans les pays d'origine », p. 183-263).

Dans chaque partie, les textes portant sur les migrations en provenance du Maroc, de la Tunisie, de la Turquie et du Sénégal se succèdent en respectant l'ordre alphabétique selon lequel se classent ces quatre pays. Curieusement, nous avons affaire à une simple juxtaposition d'études. D'une contribution à l'autre, pas le moindre renvoi, pas la moindre confrontation des résultats. De toute évidence, l'équipe rédactionnelle n'a guère cherché à jouer la carte du comparatisme. Seules, en tête de chaque partie, de brèves entrées en matière, dues à Emmanuel Ma Mung, coordinateur du volume, tentent de faire le lien entre les divers apports. Mais là encore, l'exercice est généralement conduit sans la moindre référence aux textes rassemblés dans le volume. On est en droit de s'interroger, dans ces conditions, sur les raisons qui ont pu conduire à la mise en commun de tant de compétences. Quatre livres différents, portant chacun sur l'un des courants migratoires envisagés, auraient tout aussi bien fait l'affaire. Faut-il penser qu'un projet initial, d'inspiration comparatiste, n'a pu être mené à terme que sous cette forme avortée ? En

l'absence ne serait-ce que d'une synthèse conclusive, c'est au lecteur que revient, en définitive, la tâche de confronter les diverses informations mises à sa disposition.

Les chapitres relatifs à la migration turque ont été rédigés par Stéphane de Tapia, un des meilleurs spécialistes français de la question.

Dans la première partie, nous lui devons un excellent panorama de la présence turque en Europe, ainsi qu'un inventaire très précis des nouveaux pôles d'immigration : CEL, républiques turkophones d'Asie centrale, Iran, pays du Moyen-Orient (p. 33-45). À signaler aussi les trois pages consacrées aux migrations en direction du territoire turc (p. 45-48). Y est souligné le fait notable, méconnu par la plupart des observateurs, que la Turquie se trouve au cœur de flux migratoires complexes et qu'elle a accueilli au cours de ces dernières années, comme elle l'a fait à de nombreuses reprises dans un passé plus lointain, des centaines de milliers d'individus, souvent chassés de chez eux pour des raisons d'ordre politique (musulmans de Bosnie, Kurdes irakiens, réfugiés iraniens et afghans, Turcs de Bulgarie, etc.).

Dans la section consacrée à la « densification de l'espace migratoire », le même auteur s'intéresse surtout aux réseaux communautaires et aux filières qui structurent l'immigration (p. 91-93). Il montre notamment, en se référant à une abondante littérature, comment fonctionnent ces filières et sur quels mécanismes de solidarité elles se fondent. Le reste du chapitre (p. 94-105) traite de la circulation migratoire, celle-ci comportant deux volets principaux : retours vers la Turquie et circulation à l'intérieur de l'Europe. Une attention particulière est portée, dans ce contexte, aux itinéraires terrestres empruntés, aux problèmes posés par les différentes réglementations douanières auxquelles se heurtent les migrants au cours de leurs déplacements et, aspect plus technique, aux véhicules utilisés pour le transport.

Quels rapports le flux Turquie-Europe entretient-il avec les mouvements internes de population ? C'est à cette question que tente de répondre les quelques pages relatives au cas turc (p. 127-130) insérées dans la troisième partie. Après avoir noté que l'articulation migration interne/migration internationale n'a jamais fait l'objet d'une étude approfondie, S. de Tapia laisse entendre, avec une certaine timidité, que certains des mouvements migratoires à grand rayon d'aujourd'hui peuvent être mis en relation avec des migrations saisonnières dont quelques-unes sont attestées depuis de périodes fort anciennes (xvi<sup>e</sup> siècle, en ce qui concerne les boulangers lazes que l'on retrouve en émigration en Allemagne). Par ailleurs, il remarque très justement que, dans de nombreuses régions de la Turquie, les différents types de migration se juxtaposent : certains individus se contentent de bouger au gré des saisons, tandis que d'autres cèdent à l'attrait des métropoles régionales ou nationales, et que d'autres encore, après avoir quelquefois transité par les immenses *gecekondu* d'Istanbul ou d'Ankara, acceptent le déracinement à des milliers de kilomètres de leur lieu de naissance.

Point d'émigration sans *success stories*. Dans la quatrième partie de l'ouvrage qui vise, pour l'essentiel, à cerner les processus d'ascension économique et sociale, le cas turc (p. 171-181) se singularise par le nombre important de réussites recensées à travers les communautés immigrées. Pour S. de Tapia, le succès, c'est surtout la sortie du salariat et l'accès au statut d'entrepreneur. Les entreprises privées tenues par des Turcs seraient au nombre de 30 000 à 33 000 en Allemagne, près de 1 400 en Belgique, 2 400 aux Pays-Bas, quelque 5 000 en France (évaluations de 1990). Un des points sur lesquels insiste le travail est que les entrepreneurs turcs sont loin de tableter systématiquement sur le commerce communautaire et parviennent assez souvent à élargir leur clientèle en optant pour

des domaines d'activité sans coloration ethnique ou confessionnelle. Un autre élément mis en évidence est la stratégie de double implantation, en Europe et dans le pays d'origine, mise en œuvre par un certain nombre de chefs d'entreprise. Pour illustrer ce cas de figure, l'étude propose, faute de statistiques globales, quelques exemples remarquables, tel celui de Mehmet Sartoğlu, patron de *Sunsay Frucht Export*, société installée à Cologne, qui a expédié de Turquie, durant la seule année 1991, 600 camions chargés de marchandises, portant ainsi le revenu de l'entreprise à 23 millions de marks.

Le succès, ce peut être aussi rentrer au pays et y investir, dans quelque affaire jugée rentable, les sommes économisées au cours des années d'exil. Pour étudier ces retours, qui font l'objet de la dernière partie du livre, S. de Tapia a mené en 1992 trois enquêtes sur le terrain, la première dans la région d'Aydın (vallée du Grand Méandre), la deuxième à Develi (région de Kayseri), la troisième à Istanbul. À chaque fois, 70 à 80 personnes ont été interrogées. Curieusement, il ressort de ces enquêtes (dont les principaux résultats sont présentés p. 212-249) que la réinstallation dans le pays d'origine est souvent liée à une raison d'ordre familial (maladie grave, volonté d'éviter l'éclatement de la famille, décès) et que l'aspect économique est en réalité marginal. Autre constat : il arrive assez souvent que la réussite économique ne soit pas véritablement au rendez-vous. L'étude fait en tout cas ressortir que la plupart des investissements se dirigent vers l'achat de logements et de terrains agricoles. Les créations d'entreprise sont proportionnellement rares : 17 cas sur 82 à Aydın, 16 sur 70 à Develi, 6 sur 80 à Istanbul. Et pour cause : dans bien des cas, l'immigré qui a choisi de revenir au pays est vieilli et usé par la vie ; le retour coïncide pour lui avec le départ à la retraite ou représente une sorte de préretraite, parfois largement anticipée.

Mis bout à bout, les cinq textes de S. de Tapia proposent une synthèse d'une grande solidité sur les phénomènes migratoires turcs. Il faut savoir gré à l'auteur de s'être exprimé de manière claire et dense, sans avoir négligé pour autant d'illustrer son propos au moyen de nombreux exemples individuels. À souligner aussi la richesse et la variété de la bibliographie, l'abondance des données statistiques, l'esprit de méthode avec lequel ont été conduites les enquêtes sur le terrain.

On peut regretter cependant que le manuscrit n'ait pas fait l'objet d'une ultime toilette. Le lecteur attentif sera certainement agacé d'y relever un nombre important de fautes d'inattention : ponctuation oubliée, espacements manquants ou trop étirés, graphie des noms propres turcs fréquemment fautive, accidents de mise en pages, etc. Plus sérieusement, il est surprenant qu'aucune clef ne nous ait été fournie pour déchiffrer les nombreux sigles qui truffent le travail. Impossible, pour un non-initié, de décrypter les SOPEMI, GERIM, REMPLD, IIBK et autres YIHGM, même si les spécialistes, eux, n'y voient probablement aucun mystère ! Il est fâcheux, encore, que certains des renvois bibliographiques insérés dans le texte ne renvoient à rien du tout, l'ouvrage cité ayant été omis dans la bibliographie placée en fin de volume. Enfin, dans un même ordre d'idées, il apparaît certain qu'une relecture attentive aurait permis à l'auteur de repérer les nombreuses références incomplètes—et partant inutilisables—dont sont parsemés texte et tableaux. Nonobstant ces remarques qui ne portent que sur la qualité du polissage, il convient de reconnaître que S. de Tapia s'affirme bien, à travers cette série de contributions, comme un des maîtres dans son domaine de recherche.